

La mise en évidence des faits

Un guide sur les articles 14 et 15 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement



cec.org

La mise en évidence des faits

Communications sur les questions d'application

La mise en évidence des faits

Un guide sur les articles 14 et 15 de l'accord nord-américain
de coopération dans le domaine de l'environnement



cec.org

Commission de Coopération environnementale

Pour de plus amples renseignements sur la présente publication ou sur toute autre publication de la CCE, s'adresser à :

Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord
393, rue St-Jacques Ouest, bureau 200
Montréal (Québec) Canada H2Y 1N9
Tél. : (514) 350-4300
Télec. : (514) 350-4314
Courriel : info@cec.org

<http://www.cec.org>

ISBN 2-89451-416-6

© Commission de coopération environnementale, 2000

Réimpression 2007

Tous droits réservés.

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2000
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Canada, 2000

Disponible en español – ISBN: 2-89451-415-8
Available in English – ISBN: 2-89451-414-X

La présente publication a été préparée par le Secrétariat de la Commission de coopération environnementale (CCE) et ne reflète pas nécessairement les vues des gouvernements du Canada, du Mexique ou des États-Unis.

Profil

En Amérique du Nord, nous partageons des ressources naturelles vitales : l'air, les océans et les rivières, les montagnes et les forêts qui, ensemble, constituent la base d'un riche réseau d'écosystèmes qui assurent notre subsistance et notre bien-être. Mais si elles doivent continuer d'être une source de vie et de prospérité, ces ressources ont besoin d'être protégées. La protection de l'environnement en Amérique du Nord est une responsabilité que partagent le Canada, le Mexique et les États-Unis.

La Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord (CCE) est une organisation internationale qui a été créée par le Canada, le Mexique et les États-Unis, en vertu de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE). Elle a pour mandat de s'occuper de questions d'environnement à l'échelle de l'Amérique du Nord, d'aider à prévenir tout différend relatif à l'environnement et au commerce et de promouvoir l'application efficace de la législation de l'environnement. L'ANACDE complète les dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) qui ont trait à l'environnement.

La CCE s'acquitte de son mandat grâce aux efforts conjugués de ses trois principaux organes : le Conseil, le Secrétariat et le Comité consultatif public mixte. Le Conseil, qui est l'organe de direction, est constitué de représentants des plus hautes autorités environnementales de chacun des pays. Le Secrétariat est chargé de mettre en œuvre le programme de travail annuel de la CCE et d'assurer un soutien administratif, technique et fonctionnel au Conseil. Le Comité consultatif, qui compte quinze membres, soit cinq de chaque pays, est chargé pour sa part de formuler des avis au Conseil sur toute question qui entre dans le champ d'application de l'ANACDE.

Mission

La CCE encourage la coopération et la participation du public afin de favoriser la conservation, la protection et l'amélioration de l'environnement en Amérique du Nord pour le bien-être des générations actuelles et futures, dans le contexte des liens économiques, commerciaux et sociaux de plus en plus nombreux qui unissent le Canada, le Mexique et les États-Unis.

Table des matières

La mise en évidence des faits	1
La structure de la CCE	2
Le Conseil des ministres	2
Le Comité consultatif public mixte	2
Le Secrétariat	2
Le processus	2
Les Lignes directrices.	2
Le registre des communications sur les questions d'application.	5
Les dossiers publics sur les communications	6
Renseignements supplémentaires	7
Annexe I: Résolution du conseil n° 01-06	9
 Lignes directrices relatives aux communications sur les questions d'application visées aux articles 14 et 15 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement	 11
 Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement	 25

Préambule.	25
Partie I Objectifs	26
Partie II Obligations	27
Partie III Commission de coopération environnementale.	32
Partie IV Coopération et information	45
Partie V Consultation et règlement des différends	47
Partie VI Dispositions générales	57
Partie VII Dispositions finales	62
Annexe 34 Compensations monétaires pour non-application	64
Annexe 36A Mise en application et perception au Canada . .	65
Annexe 36B Suspension d'avantages	67
Annexe 41 Étendue des obligations	68
Annexe 45 Définitions propres à chaque pays	70

La mise en évidence des faits

Lorsque le Canada, le Mexique et les États-Unis ont signé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), ils ont également convenu d'un accord environnemental parallèle, l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE). Un des principaux objectifs de cet Accord est d'inciter les Parties à appliquer efficacement leur propre législation de l'environnement. Par conséquent, les articles 14 et 15 de cet accord offrent à toute personne qui réside dans l'un des trois pays nord-américains la possibilité de mettre en évidence des faits qui ont trait à l'application de la législation de l'environnement de l'un des trois pays.

Aux termes de l'article 14, toute organisation non gouvernementale ou toute personne peut dénoncer par écrit le fait qu'une Partie omet d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement, en s'adressant pour ce faire au Secrétariat de la Commission de coopération environnementale (CCE), l'institution chargée de surveiller la mise en œuvre de l'Accord. Si le Secrétariat estime que la communication satisfait à un certain nombre de critères et de facteurs [énoncés aux paragraphes 14(1) et 14(2) de l'Accord], il demande une réponse à la Partie visée par la communication. À la lumière de cette réponse, la Commission peut alors, en vertu des dispositions de l'article 15, entreprendre la constitution d'un dossier factuel sur la question soulevée.

Un dossier factuel doit faire état, de la manière la plus objective qui soit, du contexte de la question soulevée dans la communication, des obligations qui incombent à la Partie visée aux termes de la législation invoquée, des mesures prises par la Partie en vue de s'acquitter de ces obligations et des faits qui étayaient les allégations selon lesquelles la Partie omet d'appliquer efficacement ladite législation de l'environnement. La constitution d'un tel dossier peut prendre des mois, voire plus d'une année, comme cela a déjà été le cas. Lorsqu'un dossier factuel final est complet, le Conseil peut décider de le rendre public par un vote des deux tiers. Un dossier factuel donne des renseignements sur les

méthodes d'application des lois qui peuvent s'avérer utiles aux gouvernements de même qu'aux auteurs d'une communication et à tout membre du public intéressé.

La structure de la CCE

Le Conseil des ministres

Le Conseil est l'organe directeur de la CCE. Il est formé des ministres de l'Environnement (ou de représentants équivalents) des trois pays et se réunit au moins une fois par année afin d'examiner les programmes et les activités de la CCE.

Le Comité consultatif public mixte

Le Comité consultatif public mixte (CCPM) est constitué de quinze membres, soit cinq représentants de chaque pays. Il est habilité à formuler des avis indépendants au Conseil sur toute question entrant dans le champ d'application de l'ANACDE. En tant que représentants de l'ensemble de la collectivité nord-américaine, les membres du CCPM permettent de s'assurer que les préoccupations du public sont transmises au Conseil.

Le Secrétariat

Le Secrétariat, dont le siège est à Montréal, au Canada, apporte un soutien technique et opérationnel au Conseil. Il comprend des spécialistes qui exécutent des projets et mènent des recherches sur des questions relatives à l'environnement et au commerce, sur les lois et les normes de l'environnement, de même que sur d'autres sujets liés à l'environnement nord-américain.

Le processus

Les Lignes directrices

La CCE a élaboré les *Lignes directrices relatives aux communications sur les questions d'application visées aux articles 14 et 15 de l'ANACDE* (voir la page 9) dans lesquelles elle décrit le processus relatif à ces communications. Par la suite, dans le cadre de la session annuelle qu'il a tenue le 28 juin 1999 à Banff (Alberta, Canada) et de celle qu'il a tenue le 29 juin 2001 à Guadalajara (Jalisco, Mexique), le Conseil a apporté des modifications à ces lignes directrices.

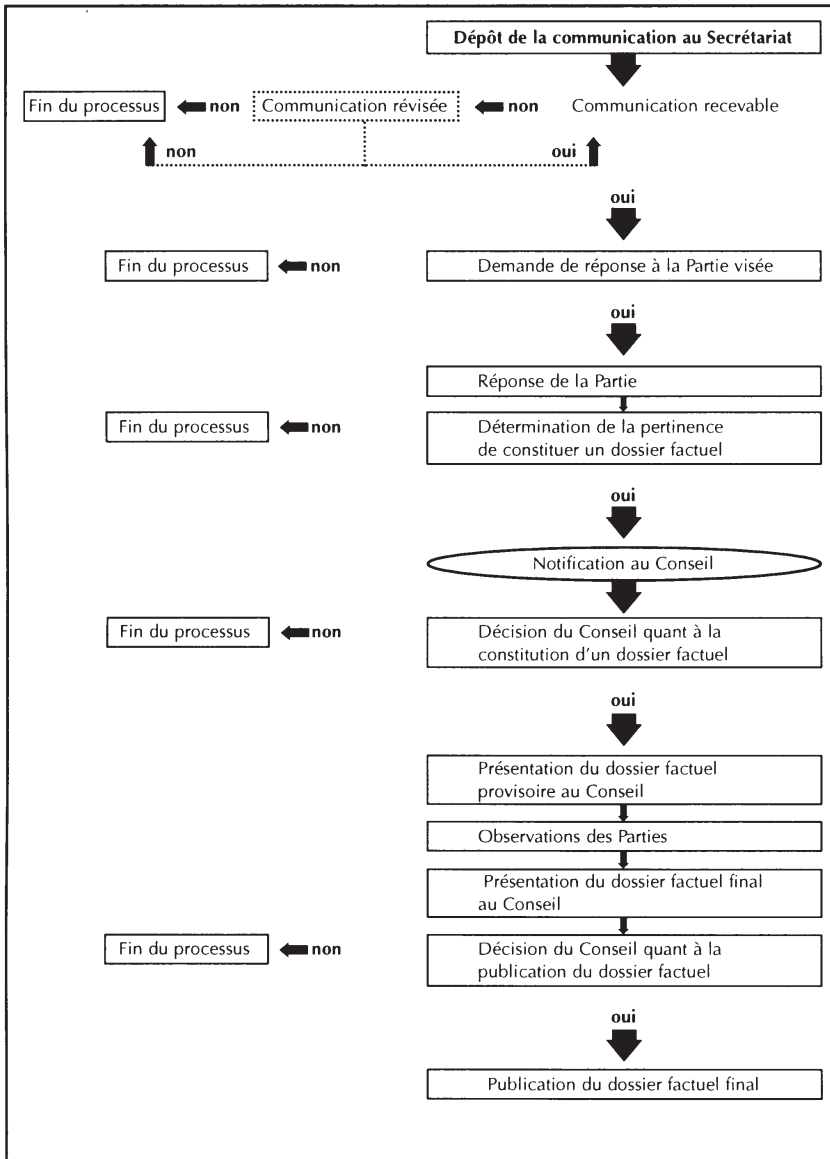
Les Lignes directrices expliquent le processus prévu aux articles 14 et 15 et donnent des renseignements utiles à toute personne qui a l'intention de présenter une communication, dont les suivants :

- Qui peut présenter une communication sur les questions d'application?
- Comment doit-on présenter une communication?
- Quels éléments une communication doit-elle comporter?

Les Lignes directrices renseignent également sur la nature du processus visé à l'article 14. Les principaux sujets qu'elles abordent comprennent notamment les suivants :

- Quand est-il justifié de demander à la Partie visée de répondre à une communication?
- Qu'arrive-t-il s'il est établi que la Partie visée n'a pas à répondre à la communication?
- Comment est-il décidé de constituer ou non un dossier factuel?
- Que comporte un dossier factuel?
- Le dossier factuel final est-il rendu public?
- Est-il possible de retirer une communication?
- De quelle façon les informations sur l'état d'avancement des communications et des dossiers factuels sont-elles rendues publiques?
- Le public a-t-il accès aux documents portant sur les communications?
- Comment protège-t-on les informations personnelles et la confidentialité?
- Quelle est la relation entre les lignes directrices et l'Accord?

Le processus d'examen des communications



Nota : Voir les *Lignes directrices* (page 11) pour des détails complets.

Le registre des communications sur les questions d'application

Le Secrétariat a constitué un registre afin que toute organisation ou personne intéressée ainsi que les membres du CCPM puissent se renseigner sur l'état du processus de traitement d'une communication.

Sous réserve des dispositions de l'Accord et des présentes lignes directrices en matière de confidentialité, le registre contient les informations suivantes, à moins que le Conseil n'en décide autrement :

- a) une liste de toutes les communications, y compris :
 - (i) le nom de l'auteur et de la Partie visée dans chaque communication;
 - (ii) un résumé de la question sur laquelle porte la communication qui a donné ouverture au processus, y compris une brève description de l'omission ou des omissions alléguées d'assurer l'application efficace de la législation de l'environnement;
 - (iii) le nom et l'extrait de la législation de l'environnement en question;
- b) un résumé de la réponse de la Partie, le cas échéant;
- c) un résumé des notifications suivantes, le cas échéant :
 - (i) une communication donnée ne répond pas aux critères énoncés au paragraphe 14(1) de l'Accord;
 - (ii) une réponse est demandée à la Partie visée;
 - (iii) le Secrétariat estime qu'il n'est pas justifié de demander une réponse à la Partie visée;
 - (iv) le Conseil donne instruction au Secrétariat de ne pas constituer un dossier factuel;
 - (v) le dossier factuel final est transmis au Conseil;
 - (vi) le Conseil décide de ne pas rendre public le dossier factuel;

- d) la décision du Conseil sur la constitution du dossier factuel;
- e) la décision du Conseil de rendre le dossier factuel publiquement accessible ou non.

Les dossiers publics sur les communications

Le Secrétariat conserve un dossier sur chaque communication. Lorsqu'il dispose d'une version électronique des documents que le dossier contient, il l'affiche sur le site Web de la CCE, sous la rubrique *Registre et dossiers publics*. On peut également consulter ces documents aux bureaux du Secrétariat à Montréal ou en demander des copies au Bureau de liaison de la CCE à Mexico.

Sous réserve des dispositions de l'Accord et des présentes lignes directrices en matière de confidentialité, chaque dossier public contient :

- a) la communication et les informations à l'appui, y compris toute preuve documentaire sur laquelle la communication peut être fondée;
- b) toute réponse demandée à la Partie en vertu du paragraphe 14(2) de l'Accord;
- c) toute notification que le Secrétariat adresse à l'auteur d'une communication;
- d) le dossier factuel final, si le Conseil a décidé de le rendre public en vertu du paragraphe 15(7) de l'Accord, ainsi que toute autre information examinée par le Secrétariat en vertu du paragraphe 15(4) de l'Accord.

Renseignements supplémentaires

Secrétariat de la CCE

Unité des communications sur les questions d'application
Commission de coopération environnementale
de l'Amérique du Nord
393, rue St-Jacques Ouest, bureau 200
Montréal (Québec) H2Y 1N9
Tél. : (514) 350-4300
Télec. : (514) 350-4314

Bureau de liaison de la CCE à Mexico

Progreso No. 3
Viveros de Coyoacan
04110 México, D.F. México
Tél. : (525) 659-5021
Télec. : (525) 659-5023

Courriel : info@cec.org

Site Web de la CCE : <http://www.cec.org>

Registre et dossiers publics : <http://cec.org> (cliquer sur «communications des citoyens»)

Annexe I

Distribution: Générale
C/01-00/RES/06/Rev. 4
ORIGINAL: ANGLAIS

Guadalajara, le 29 juin 2001

RÉSOLUTION DU CONSEIL N° 01-06

Réponse au rapport du Comité consultatif public mixte (CCPM) sur les enseignements tirés de l'examen du processus visé aux articles 14 et 15

LE CONSEIL:

RÉITÉRANT son soutien au processus prévu aux articles 14 et 15 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE) concernant les communications sur des questions d'application et la constitution de dossiers factuels;

APPRÉCIANT l'examen de l'historique public des communications qu'a réalisé le Comité consultatif public mixte (CCPM) et son rapport final intitulé *Les enseignements tirés de l'examen de l'historique des communications des citoyens sur les questions d'application visées aux articles 14 et 15 de l'ANACDE*, en date du 6 juin 2001, établi conformément au paragraphe 5a) de la résolution n° 00-09;

RECONNAISSANT le caractère permanent du processus d'examen public que dirige le CCPM sur des questions relatives à la mise en œuvre et au développement des articles 14 et 15, tel qu'il est envisagé aux paragraphes 1 et 2 de la résolution n° 00-09;

AYANT EXAMINÉ le rapport du CCPM sur les enseignements tirés de l'examen du processus des communications;

CAUTIONNANT le principe que les communications visées aux articles 14 et 15 doivent être traitées aussi rapidement qu'efficacement afin de répondre aux attentes du public à l'égard de ce processus;

RECONNAISSANT que même si certaines des questions que soulève le rapport du CCPM réclament un examen et une réflexion plus poussés de la part du Conseil, des mesures peuvent être prises immédiatement sur certaines questions abordées dans le rapport;

PAR LES PRÉSENTES:

MODIFIE le paragraphe 10.2 des *Lignes directrices relatives aux communications sur les questions d'application visées aux articles 14 et 15 de l'ANACDE* (les «Lignes directrices») afin de stipuler que cinq jours ouvrables après avoir notifié le Conseil qu'il estime qu'une communication justifie la constitution d'un dossier factuel, le Secrétariat consigne cette notification ainsi que les motifs de sa décision au registre et au dossier public mentionnés respectivement aux articles 15 et 16 des Lignes directrices;

S'ENGAGE à publier les motifs pour lesquels il a donné instruction au Secrétariat de ne pas constituer de dossier factuel;

S'ENGAGE à faire tout en son pouvoir, et à inciter le Secrétariat à agir de cette manière, afin de veiller à ce que les communications soient traitées le plus rapidement possible, de sorte que le processus de communication puisse être normalement parachevé dans un délai maximal de deux ans après le dépôt de la communication auprès du Secrétariat;

CONVIENT D'EXAMINER dans les meilleurs délais, le cas échéant, d'autres questions que soulève le rapport du CCPM sur les enseignements tirés de l'examen du processus des communications.

ADOPTÉE PAR LE CONSEIL:

Victor Lichtinger
Gouvernement des États-Unis du Mexique

Karen Redman
Gouvernement du Canada

Christine Todd Whitman
Gouvernement des États-Unis d'Amérique

Lignes directrices relatives aux communications sur les questions d'application visées aux articles 14 et 15 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement

1. Qu'est-ce qu'une communication sur les questions d'application?

1.1 Une «communication sur les questions d'application» (une «communication») est une allégation documentée selon laquelle une Partie à l'*Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement* (l'«Accord») omet d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement. Les articles pertinents de l'Accord sont annexés aux présentes lignes directrices.

2. Qui peut présenter une communication sur les questions d'application?

2.1 Toute organisation non gouvernementale ou personne qui est établie ou qui réside sur le territoire d'une Partie à l'Accord peut soumettre une communication à l'examen du Secrétariat de la Commission de coopération environnementale (le «Secrétariat»). L'expression «organisation non gouvernementale» est définie au paragraphe 45(1) de l'Accord.

2.2 La communication doit identifier clairement la ou les personnes ou organisations qui la présentent (l'«auteur» d'une communication).

3. Comment doit-on présenter une communication?

3.1 La communication doit être transmise par écrit au Secrétariat, à l'adresse suivante :

Commission de coopération environnementale
393, rue St-Jacques Ouest, bureau 200
Montréal (Québec)
Canada H2Y 1N9

3.2 La communication peut être rédigée en français, en anglais ou en espagnol, langues que les Parties ont désignées pour la présentation des communications.

3.3 La communication doit compter au plus 15 pages dactylographiées, sur papier format lettre, exclusion faite des informations à l'appui. Une communication transmise par télécopieur ou par toute autre voie électronique sera refusée. Dans la mesure du possible, le texte de la communication devrait également être fourni sur disquette d'ordinateur.

3.4 La communication doit indiquer l'adresse postale complète de son auteur.

3.5 Le Secrétariat accuse réception, dans les meilleurs délais, de toute correspondance ou de tout document écrit lié à l'ouverture du processus d'examen d'une communication.

3.6 Le Secrétariat considérera toute correspondance ou tout document écrit comme une communication s'il y trouve les informations lui permettant de l'évaluer, en temps opportun, en fonction des critères énumérés au paragraphe 14(1) de l'Accord.

3.7 Les notifications officielles du Secrétariat sont adressées par écrit à l'auteur d'une communication et transmises par tout moyen sûr qui démontre que la notification en question a été expédiée et reçue.

3.8 Le Secrétariat informe le Conseil de l'ouverture du processus d'examen de toute communication et de son état d'avancement.

3.9 Le Secrétariat avise l'auteur de la communication de l'état d'avancement de sa communication, comme le prévoient les présentes lignes directrices.

3.10 Lorsqu'une communication comporte des erreurs de forme mineures, le Secrétariat peut en tout temps en faire part à son auteur pour qu'il apporte les corrections qui s'imposent.

3.11 Le Secrétariat fait preuve de diligence dans le traitement des communications.

4. Quels éléments une communication doit-elle comporter?

4.1 Le Secrétariat ne peut examiner une communication sur les questions d'application que si elle satisfait aux critères énoncés au paragraphe 14(1) de l'Accord, comme le précisent les présentes lignes directrices.

Examen initial de la communication par le Secrétariat

5. Quels sont les critères auxquels une communication doit satisfaire?

5.1 Il doit être allégué dans la communication qu'une Partie omet d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement et ladite communication devrait mettre l'accent sur tout acte ou toute omission de la part de la Partie qui démontrerait le bien-fondé de l'allégation. L'expression «législation de l'environnement» définie au paragraphe 45(2) de l'Accord permet de déterminer si une communication satisfait aux critères énoncés au paragraphe 14(1) de l'Accord.

5.2 L'auteur de la communication doit indiquer la loi ou la réglementation en question, ou toute disposition de cette loi ou réglementation, telle qu'elle est définie au paragraphe 45(2) de l'Accord. Dans le cas de la *Ley General del Equilibrio Ecológico y la Protección al Ambiente* (Loi générale sur l'équilibre écologique et la protection de l'environnement) du Mexique, l'auteur de la communication doit préciser le chapitre ou la disposition applicable de la Loi.

5.3 La communication doit contenir un exposé succinct des faits sur lesquels se fonde l'allégation et offrir suffisamment d'informations pour permettre au Secrétariat d'examiner ladite communication, y compris toute preuve documentaire sur laquelle celle-ci peut être fondée.

5.4 La communication doit sembler viser à promouvoir l'application de la législation plutôt qu'à harceler une branche de production. Dans le cadre de son examen, le Secrétariat tient compte de divers facteurs, notamment :

- a) si la communication met l'accent sur les actes ou omissions d'une Partie plutôt que sur le respect de la législation de l'environnement de la part d'une société ou d'une entreprise déterminée, particulièrement lorsque l'auteur est un concurrent qui pourrait en retirer un avantage économique;
- b) si la communication semble frivole.

5.5 Le texte de la communication doit indiquer que l'affaire a été transmise par écrit aux autorités compétentes de la Partie visée et faire état de toute réponse reçue, le cas échéant. L'auteur doit joindre à sa communication une copie de toute correspondance pertinente avec les autorités

compétentes, c'est-à-dire les organismes gouvernementaux qui, aux termes de la législation de la Partie visée, sont chargés d'appliquer la législation de l'environnement invoquée.

5.6 La communication devrait faire état des éléments précisés au paragraphe 14(2) de l'Accord, afin d'aider le Secrétariat à l'examiner aux termes dudit paragraphe. La communication devrait par conséquent :

- a) aborder la question du préjudice subi [alinéa 14(2)a)];
- b) aborder la question de savoir si une étude plus détaillée des faits avancés permettrait d'atteindre les objectifs de l'Accord [alinéa 14(2)b)];
- c) indiquer les démarches qui ont été entreprises, y compris les recours privés exercés, en vertu de la législation de la Partie visée [alinéa 14(2)c)];
- d) préciser dans quelle mesure les faits allégués dans la communication sont tirés exclusivement des moyens d'information de masse [alinéa 14(2)d)].

6. Qu'arrive-t-il si la communication ne satisfait pas à ces critères?

6.1 Lorsque le Secrétariat estime qu'une communication ne satisfait pas aux critères exposés au paragraphe 14(1) de l'Accord ou à toute autre exigence énoncée dans les présentes lignes directrices, à l'exception des erreurs de forme mineures visées au paragraphe 3.10 ci-dessus, il notifie sans délai l'auteur des motifs pour lesquels il a décidé de ne pas examiner la communication.

6.2 Après avoir reçu cette notification du Secrétariat, l'auteur de la communication dispose d'un délai de 30 jours pour présenter au Secrétariat une communication conforme aux critères énoncés au paragraphe 14(1) de l'Accord et aux exigences énoncées dans les présentes lignes directrices.

6.3 Si le Secrétariat estime à nouveau que la communication ne satisfait pas aux critères énoncés au paragraphe 14(1) de l'Accord ou à toute autre exigence énoncée dans les présentes lignes directrices, il informe sans délai l'auteur de ses motifs et lui fait savoir qu'il a mis fin au processus d'examen de sa communication.

Détermination de la question de savoir si une communication justifie ou non la constitution d'un dossier factuel

7. Quand est-il justifié de demander à la Partie visée de répondre à une communication?

7.1 Lorsque le Secrétariat estime qu'une communication satisfait aux critères énoncés au paragraphe 14(1) de l'Accord, il détermine ensuite s'il est justifié de demander une réponse à la Partie visée et en avise en conséquence le Conseil et l'auteur.

7.2 La notification au Conseil et à l'auteur d'une communication de la conclusion du Secrétariat quant à la question de savoir si ladite communication satisfait ou non aux critères énoncés au paragraphe 14(1) de l'Accord comprendra, au besoin, une explication de la façon dont la communication satisfait ou non à chacun de ces critères. La notification au Conseil et à l'auteur d'une communication de la décision du Secrétariat quant à la question de savoir si ladite communication justifie ou non la demande d'une réponse à la Partie visée comprendra une explication des facteurs que le Secrétariat a pris en compte, notamment les considérations énoncées au paragraphe 14(2) de l'Accord, le cas échéant. Ces notifications sont consignées au registre mentionné à l'article 15 des présentes lignes directrices et versées au dossier public mentionné à l'article 16 de ces lignes directrices en même temps qu'elles sont transmises au Conseil et à l'auteur d'une communication.

7.3 Conformément au paragraphe 14(2) de l'Accord, le Secrétariat, dans le cadre de son examen, cherche à déterminer :

- a) s'il est allégué que la personne ou l'organisation qui présente la communication a subi un préjudice;
- b) si la communication, seule ou combinée à d'autres, soulève des questions dont une étude approfondie serait propice à la réalisation des objectifs de l'Accord;
- c) si les recours privés offerts par la législation de la Partie ont été exercés;
- d) si les faits allégués dans la communication sont tirés exclusivement des moyens d'information de masse.

7.4 En vérifiant s'il est allégué dans la communication que la personne ou l'organisation qui en est l'auteur a subi un préjudice, le Secrétariat tient compte de divers facteurs, notamment :

- a) si le préjudice allégué est imputable à la présumée omission d'assurer l'application efficace de la législation de l'environnement;
- b) si le préjudice allégué est relié à la protection de l'environnement ou à la prévention de toute atteinte à la vie ou à la santé des personnes (mais ne concerne pas directement la santé ou la sécurité au travail), comme le prévoit le paragraphe 45(2) de l'Accord.

7.5 En vérifiant si les recours privés offerts par la Partie visée en vertu de sa législation ont été exercés, le Secrétariat cherche à déterminer :

- a) s'il est approprié de demander une réponse à une communication lorsque la constitution d'un dossier factuel peut chevaucher ou entraver des recours privés que l'auteur de la communication exerce ou a déjà exercés;
- b) si des démarches raisonnables ont été entreprises pour exercer de tels recours avant de présenter une communication, en tenant compte du fait que, dans certains cas, il peut exister des obstacles à ces recours.

7.6 En vérifiant s'il est justifié de demander une réponse à la Partie visée lorsque les faits allégués dans la communication sont tirés exclusivement des moyens d'information de masse, le Secrétariat détermine si l'auteur avait accès, par des moyens raisonnables, à d'autres sources d'information ayant un rapport avec l'allégation que contient la communication.

8. Qu'arrive-t-il s'il est établi que la Partie visée n'a pas à répondre à la communication?

8.1 Le Secrétariat peut prendre en considération des informations nouvelles ou complémentaires de la part de l'auteur de la communication dans les 30 jours suivant la date de réception, par ce dernier, de l'avis dans lequel le Secrétariat l'informe qu'il estime qu'aucune réponse de la Partie visée n'est justifiée. Si, dans ce délai, le Secrétariat ne reçoit aucune information nouvelle ou supplémentaire ou s'il estime, d'après

les informations nouvelles ou complémentaires fournies par l'auteur de la communication, qu'il n'est pas justifié que la Partie visée réponde à la communication, le Secrétariat met fin au processus d'examen et fait part de cette mesure à son auteur.

9. Comment demande-t-on une réponse à la Partie?

9.1 Lorsque le Secrétariat est d'avis qu'une communication justifie que la Partie visée y réponde, il transmet à cette dernière une copie de la communication, ainsi que de toutes informations à l'appui fournies par son auteur. Le Secrétariat traduit la communication et toutes informations à l'appui dans la ou les langues officielles de la Partie à laquelle une réponse est demandée, à moins d'indication contraire de la part de cette Partie.

9.2 La Partie doit indiquer au Secrétariat, dans un délai de 30 jours ou, dans des circonstances exceptionnelles et sur notification au Secrétariat, dans un délai de 60 jours de la date de réception de la demande de réponse :

- a) si la question fait l'objet d'une procédure judiciaire ou administrative en instance;
- b) toutes autres informations que la Partie souhaite présenter, notamment :
 - (i) si la question a déjà fait l'objet d'une procédure judiciaire ou administrative;
 - (ii) si des recours privés relativement à l'affaire sont offerts à l'auteur de la communication et si ces recours ont été exercés.

9.3 La Partie peut indiquer dans sa réponse si des politiques environnementales ont été définies ou si des mesures ont été prises en rapport avec la question soulevée.

9.4 Si la Partie informe le Secrétariat que la question soulevée dans la communication fait l'objet d'une procédure judiciaire ou administrative en instance, telle qu'elle est définie au paragraphe 45(3) de l'Accord, le Secrétariat ne prend aucune autre mesure à l'égard de la communication, et avise son auteur et le Conseil qu'il a mis fin au processus d'examen de la communication en précisant ses motifs.

9.5 Après avoir reçu une réponse de la Partie ou à la suite de l'expiration du délai de réponse, le Secrétariat détermine s'il doit informer le Conseil qu'il estime justifié de constituer un dossier factuel.

9.6 Lorsque le Secrétariat estime que la communication, à la lumière de toute réponse fournie par la Partie, ne justifie pas la constitution d'un dossier factuel, il avise l'auteur de la communication et le Conseil de ses motifs, conformément au paragraphe 7.2 des présentes lignes directrices, et les informe qu'il a mis fin au processus d'examen de cette communication.

10. Comment est-il décidé de constituer ou non un dossier factuel?

10.1 Lorsque le Secrétariat estime que la communication justifie, à la lumière de toute réponse fournie par la Partie ou après l'expiration du délai de réponse, la constitution d'un dossier factuel, il en informe le Conseil. Le Secrétariat donne au Conseil des explications suffisantes quant aux motifs l'ayant amené à cette conclusion pour permettre au Conseil de prendre une décision éclairée. En outre, il lui fournit une copie de la communication et des informations à l'appui accompagnant cette dernière, de même que de toute autre information pertinente, dans la mesure où ces éléments n'ont pas déjà été fournis au Conseil. Celui-ci peut demander au Secrétariat de lui exposer plus amplement ses motifs avant de rendre sa décision, en vertu du paragraphe 15(2) de l'Accord, quant à la constitution ou non d'un dossier factuel.

10.2 Cinq jours ouvrables après avoir notifié le Conseil qu'il estime qu'une communication justifie la constitution d'un dossier factuel, le Secrétariat consigne cette notification ainsi que les motifs de sa décision au registre et au dossier public mentionnés respectivement aux articles 15 et 16 des Lignes directrices.

10.3 Le Secrétariat peut regrouper deux communications ou plus qui se rapportent aux mêmes faits et à la même allégation selon laquelle une Partie omet d'assurer l'application efficace d'une législation de l'environnement. Dans les cas où deux communications ou plus se rapportent essentiellement aux mêmes faits et à la même question d'application et que le Secrétariat estime qu'il serait plus efficace ou plus rentable de les regrouper, il peut proposer cette possibilité au Conseil.

10.4 Le Secrétariat constitue un dossier factuel si le Conseil, par un vote des deux tiers, lui en donne instruction. Si le Conseil décide de donner instruction au Secrétariat de ne pas constituer un tel dossier, le Secrétariat en informe l'auteur de la communication et lui fait savoir qu'il met fin à l'examen de cette communication. À moins que le Conseil en décide autrement, toute décision de cette nature est consignée au registre et versée au dossier public mentionnés dans les présentes lignes directrices.

11. Comment un dossier factuel est-il constitué?

11.1 En constituant un dossier factuel provisoire ou final, le Secrétariat examine toutes les informations qu'une Partie a fournies, y compris celles provenant d'experts. Il peut prendre en considération toutes informations pertinentes, à caractère technique, scientifique ou autre qui sont :

- a) rendues publiquement accessibles;
- b) présentées par des organisations non gouvernementales ou des personnes; ou
- c) présentées par le Comité consultatif public mixte (CCPM);
- d) élaborées par le Secrétariat ou des experts indépendants.

11.2 Si le CCPM fournit au Secrétariat des informations pertinentes, à caractère technique, scientifique ou autre, qui se rapportent à la constitution d'un dossier factuel, le Secrétariat transmet des copies desdites informations au Conseil.

11.3 Toute personne, organisation non gouvernementale ou autre entité qui contribue au processus de constitution des dossiers factuels est encouragée à ne présenter que des informations pertinentes, en réduisant dans toute la mesure du possible la quantité de documents fournis.

11.4 Le Secrétariat soumet le dossier factuel provisoire au Conseil. Toute Partie peut présenter des observations sur l'exactitude des faits que le document contient dans un délai de 45 jours. Le Secrétariat constitue ensuite le dossier factuel final à l'intention du Conseil, en y incluant, s'il y a lieu, ces observations.

12. Que comporte un dossier factuel?

12.1 Un dossier factuel provisoire ou final que le Secrétariat constitue contient :

- a) un résumé de la communication ayant donné ouverture au processus;
- b) un résumé de la réponse, s'il en est, fournie par la Partie visée;
- c) un résumé de toute autre information factuelle pertinente;
- d) les faits présentés par le Secrétariat au sujet des questions soulevées dans la communication.

12.2 Le dossier factuel final intégrera, s'il y a lieu, les commentaires de toute Partie. En outre, si une Partie le désire, ses commentaires sur le dossier factuel seront consignés au registre mentionné à l'article 15 des présentes lignes directrices.

13. Le dossier factuel final est-il rendu public?

13.1 Après avoir reçu le dossier factuel final, le Conseil peut décider, par un vote des deux tiers, de le rendre public. Si tel est le cas, le dossier factuel final est rendu public dès qu'il est disponible dans les trois langues officielles de la Commission, et une copie est fournie à l'auteur de la communication. Cette démarche s'effectue normalement dans les 60 jours qui suivent la présentation du dossier factuel final au Conseil.

13.2 Si le Conseil décide de ne pas rendre public un dossier factuel, le Secrétariat fait part de cette décision à l'auteur de la communication.

13.3 Indépendamment de sa décision de rendre public ou non un dossier factuel, le Conseil peut, par un vote des deux tiers, mettre un tel dossier à la disposition du CCPM pour information, en conformité avec le paragraphe 16(7) de l'Accord et avec les Règles de procédure du CCPM.

14. Est-il possible de retirer une communication?

14.1 Lorsque l'auteur d'une communication informe le Secrétariat par écrit, avant que celui-ci ne reçoive la réponse de la Partie visée, qu'il ne souhaite plus que l'examen de sa communication se poursuive, le Secrétariat met fin à toute activité relative à la communication en question et

en informe le Conseil. Si deux auteurs ou plus ont présenté conjointement une communication, ils doivent tous informer le Secrétariat par écrit qu'ils ne souhaitent plus que l'examen de leur communication se poursuive pour que cette dernière puisse être retirée.

14.2 Lorsque l'auteur d'une communication informe le Secrétariat par écrit qu'il désire retirer sa communication, et ce, après que le Secrétariat a reçu la réponse de la Partie visée, le Secrétariat met fin à toute activité relative à la communication en question à moins que ladite Partie ne l'informe que l'examen de la communication devrait se poursuivre. Le Secrétariat informe le Conseil de tout avis de retrait et de la décision de la Partie de poursuivre ou non le processus d'examen.

14.3 Lorsque l'auteur d'une communication décide de retirer celle-ci après que le Conseil a donné instruction au Secrétariat de constituer un dossier factuel, ce dernier en informe le Conseil. Conformément au paragraphe 15(3) de l'Accord, le retrait d'une communication sera sans préjudice de toute mesure ultérieure pouvant être prise au regard du dossier factuel.

15. De quelle façon les informations sur l'état d'avancement des communications et des dossiers factuels sont-elles rendues publiques?

15.1 Le Secrétariat crée un registre où il consigne des informations permettant à toute organisation non gouvernementale ou personne ou au CCPM de se tenir au courant de l'état d'avancement de toute communication au cours du processus d'examen prévu aux articles 14 et 15 de l'Accord. Le registre peut être consulté par le public et le Secrétariat en fournit une copie au Conseil à intervalles réguliers. Sous réserve des dispositions de l'Accord et des présentes lignes directrices en matière de confidentialité, le registre contient les informations suivantes, à moins que le Conseil n'en décide autrement :

- a) une liste de toutes les communications, y compris :
 - (i) le nom de l'auteur et de la Partie visée dans chaque communication;
 - (ii) un résumé de la question sur laquelle porte la communication qui a donné ouverture au processus, y compris une brève description de l'omission ou des omissions alléguées d'assurer l'application efficace de la législation de l'environnement;

- (iii) le nom et l'extrait de la législation de l'environnement en question;
- b) un résumé de la réponse de la Partie, le cas échéant;
- c) un résumé des notifications suivantes, le cas échéant :
 - (i) une communication donnée ne répond pas aux critères énoncés au paragraphe 14(1) de l'Accord;
 - (ii) une réponse est demandée à la Partie visée;
 - (iii) le Secrétariat estime qu'il n'est pas justifié de demander une réponse à la Partie visée;
 - (iv) le Secrétariat estime que la communication justifie la constitution d'un dossier factuel, comme l'indique le paragraphe 10.2 des présentes lignes directrices;
 - (v) le Conseil donne instruction au Secrétariat de ne pas constituer un dossier factuel;
 - (vi) le dossier factuel final est transmis au Conseil;
 - (vii) le Conseil décide de ne pas rendre public le dossier factuel;
- d) l'explication des motifs ayant amené le Secrétariat à informer le Conseil qu'il estime que la communication justifie la constitution d'un dossier factuel, comme l'indique le paragraphe 10.2 des présentes lignes directrices;
- e) la décision du Conseil sur la constitution du dossier factuel;
- f) la décision du Conseil de rendre public ou non le dossier factuel.

15.2 Tout résumé doit contenir suffisamment d'informations pour permettre à des organisations non gouvernementales, à des personnes ou au CCPM de fournir des renseignements pertinents au Secrétariat en vue de la constitution d'un dossier factuel.

16. Le public a-t-il accès aux documents portant sur les communications?

16.1 Le Secrétariat conserve à son siège un dossier sur chaque communication, et ce, d'une manière qui permet au public de le consulter, de l'examiner et de le photocopier. Des frais raisonnables peuvent être demandés pour les photocopies qu'il est également possible d'obtenir par la poste. Sous réserve des dispositions de l'Accord et des présentes lignes directrices en matière de confidentialité, le dossier contient :

- a) la communication et les informations à l'appui, y compris toute preuve documentaire sur laquelle la communication peut être fondée;
- b) toute réponse de la part d'une Partie, rédigée en vertu du paragraphe 14(2) de l'Accord;
- c) toute notification que le Secrétariat consigne au registre, conformément à l'alinéa 15.1c) des présentes lignes directrices;
- d) le dossier factuel final, si le Conseil a décidé de le rendre public en vertu du paragraphe 15(7) de l'Accord, ainsi que toute autre information examinée par le Secrétariat en vertu du paragraphe 15(4) de l'Accord.

16.2 Ces documents sont versés en temps opportun au dossier public.

16.3 L'explication des motifs ayant amené le Secrétariat à informer le Conseil qu'il estime que la communication justifie la constitution d'un dossier factuel, comme l'indique le paragraphe 10.2 des présentes lignes directrices, est également versée au dossier public.

16.4 Lorsque le Secrétariat reçoit une communication qui nomme une personne ou une entité, la Partie visée peut notifier ladite personne ou entité de l'existence de la communication.

17. Comment protège-t-on les informations personnelles et la confidentialité?

17.1 En conformité avec l'alinéa 11(8)a) de l'Accord, le Secrétariat soustrait à la publication toute information reçue qui pourrait révéler l'identité de l'auteur d'une communication, si ce dernier en fait la demande, ou si le Secrétariat le juge par ailleurs approprié. En conformité avec

l'alinéa 11(8)*b*) de l'Accord, le Secrétariat soustrait à la publication toute information qu'il reçoit d'une organisation non gouvernementale ou d'une personne lorsque celle-ci la qualifie d'information confidentielle ou exclusive. Les Parties ont accès à ces informations confidentielles ou exclusives, à l'exception de celles qui peuvent révéler l'identité de l'auteur de la communication, conformément à l'alinéa 11(8)*a*) de l'Accord.

17.2 Le Secrétariat soustrait à la publication toute information qualifiée de confidentielle provenant du Conseil ou d'une Partie.

17.3 Étant donné que les informations confidentielles ou exclusives que fournit une Partie, une organisation non gouvernementale ou une personne peuvent influencer, dans une large mesure, sur l'opinion du Secrétariat quant à la justification de constituer ou non un dossier factuel, il est recommandé à l'entité ou à la personne en question de fournir un résumé desdites informations ou une explication générale des motifs pour lesquels ces informations sont considérées comme confidentielles ou exclusives.

17.4 Lorsqu'une Partie fournit des informations confidentielles ou exclusives se rapportant à une communication ou à des questions d'application au Secrétariat, au Conseil, au CCPM ou à une autre Partie, le destinataire traite lesdites informations de la même façon que la Partie qui les a fournies.

18. Quelle est la relation entre les présentes lignes directrices et l'Accord?

18.1 Les présentes lignes directrices n'ont pas pour objet de modifier l'Accord. En cas de contradiction entre une disposition des présentes lignes directrices et une disposition de l'Accord, cette dernière prévaut dans la mesure de la contradiction.

Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement

ENTRE
LE GOUVERNEMENT DU CANADA,
LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET
LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS

Préambule

Le Gouvernement du Canada, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement des États-Unis du Mexique,

PERSUADÉS qu'il importe d'assurer la conservation, la protection et l'amélioration de l'environnement sur leurs territoires et qu'il est essentiel de coopérer en ces matières pour parvenir à un développement durable, propre à assurer le bien-être des générations présentes et futures,

RÉAFFIRMANT que les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources conformément à leurs propres politiques en matière d'environnement et de développement, et qu'ils ont le devoir de veiller à ce que les activités qui relèvent de leurs compétences ou de leurs pouvoirs ne portent pas atteinte à l'environnement d'autres États ou de zones situées au-delà des limites de leur juridiction nationale,

CONSTATANT l'interdépendance de leurs environnements,

CONSIDÉRANT le resserrement de leurs liens économiques et sociaux réciproques, et notamment l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA),

RÉAFFIRMANT l'importance des buts et objectifs environnementaux de l'ALENA, y compris l'amélioration des niveaux de protection de l'environnement,

AFFIRMANT l'importance de la participation du public pour assurer la conservation, la protection et l'amélioration de l'environnement,

NOTANT la disparité de leurs richesses naturelles, de leurs conditions climatiques et géographiques et de leurs moyens respectifs en matière d'économie, de technologie et d'infrastructures,

RÉAFFIRMANT la *Déclaration de Stockholm sur l'environnement* de 1972 et la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* de 1992,

RAPPELANT leur tradition de coopération environnementale et exprimant leur intention, afin de promouvoir cette coopération, d'appuyer et de consolider les accords internationaux et les politiques et mesures législatives en vigueur dans le domaine de l'environnement,

CONVAINCUS des avantages qu'apporterait la mise en place d'un cadre, y compris une Commission, qui facilite une coopération efficace en vue d'assurer la conservation, la protection et l'amélioration de l'environnement sur leurs territoires,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Partie I

Objectifs

Article 1 : Objectifs

Les objectifs du présent accord sont les suivants :

- a) encourager la protection et l'amélioration de l'environnement sur les territoires des Parties pour assurer le bien-être des générations présentes et futures;

- b) favoriser un développement durable fondé sur la coopération et sur des politiques environnementales et économiques cohérentes;
- c) intensifier la coopération entre les Parties en vue de mieux assurer la conservation, la protection et l'amélioration de l'environnement, y compris la flore et la faune sauvages;
- d) appuyer les buts et objectifs environnementaux de l'ALENA;
- e) éviter de fausser le jeu des échanges ou d'opposer de nouveaux obstacles au commerce;
- f) renforcer la coopération en vue de l'élaboration et de l'amélioration des lois, réglementations, procédures, politiques et pratiques environnementales;
- g) favoriser l'observation et l'application des lois et réglementations environnementales;
- h) encourager la transparence et la participation du public quant à l'élaboration des lois, réglementations et politiques environnementales;
- i) favoriser l'adoption de mesures environnementales qui soient à la fois économiques et efficaces; et
- j) promouvoir la mise en place de politiques et de pratiques pour la prévention de la pollution.

Partie II

Obligations

Article 2 : Obligations générales

1. Chacune des Parties devra, en ce qui concerne son territoire :
 - a) produire périodiquement et rendre publiquement accessibles des rapports sur l'état de l'environnement;

- b) élaborer et examiner des mesures de préparation aux urgences environnementales;
- c) promouvoir l'enseignement sur les questions environnementales, y compris sur la législation de l'environnement;
- d) encourager la recherche scientifique et le développement technologique dans le domaine de l'environnement;
- e) effectuer, s'il y a lieu, des études d'impact sur l'environnement; et
- f) promouvoir l'utilisation d'instruments économiques pour la réalisation efficace des buts environnementaux.

2. Chacune des Parties envisagera de mettre en œuvre dans sa législation intérieure toute recommandation faite par le Conseil en vertu de l'alinéa 10(5)b).

3. Chacune des Parties envisagera d'interdire l'exportation, vers les territoires des autres Parties, de tout pesticide ou toute substance toxique dont l'utilisation est interdite sur son territoire. Une Partie qui adopte une mesure interdisant ou limitant rigoureusement l'utilisation d'un pesticide ou d'une substance toxique sur son territoire devra notifier la mesure aux autres Parties, directement ou par l'intermédiaire d'une organisation internationale compétente.

Article 3 : Niveaux de protection

Considérant que les Parties ont le droit d'établir leurs propres niveaux de protection de l'environnement national ainsi que leurs propres politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, et qu'elles ont le droit d'adopter ou de modifier en conséquence leurs lois et réglementations environnementales, chacune des Parties fera en sorte que ses lois et réglementations garantissent des niveaux élevés de protection environnementale et s'efforcera de continuer à améliorer lesdites lois et réglementations.

Article 4 : Publication

1. Chacune des Parties fera en sorte que ses lois, réglementations, procédures et décisions administratives d'application générale concernant

toute question visée par le présent accord soient publiées dans les moindres délais ou rendues accessibles d'une autre manière, pour permettre aux autres Parties et aux personnes intéressées d'en prendre connaissance.

2. Dans la mesure du possible, chacune des Parties :

- a) publiera à l'avance toute mesure du genre qu'elle se propose d'adopter; et
- b) ménagera aux autres Parties et aux personnes intéressées une possibilité raisonnable de la commenter.

Article 5 : Mesures gouvernementales d'application

1. Afin de parvenir à des niveaux élevés de protection environnementale et d'observation de ses lois et réglementations environnementales, chacune des Parties assurera l'application efficace de ses lois et réglementations environnementales par la mise en œuvre, sous réserve de l'article 37, de mesures gouvernementales appropriées telles que :

- a) la désignation et la formation d'inspecteurs;
- b) la surveillance de l'observation et l'enquête sur des infractions présumées, y compris au moyen d'inspections sur place;
- c) l'obtention d'engagements volontaires et d'accords d'observation;
- d) la diffusion d'informations touchant la non-observation;
- e) la publication de bulletins ou autres énoncés périodiques sur les procédures d'application;
- f) la promotion des vérifications environnementales;
- g) l'obligation de tenir des dossiers et de produire des rapports;
- h) la mise en place ou l'offre de services de médiation et d'arbitrage;
- i) les licences, permis ou autorisations;

- j) l'engagement, en temps opportun, de procédures judiciaires, quasi judiciaires ou administratives en vue de l'imposition de sanctions ou de l'obtention de réparations appropriées pour toute infraction à ses lois et réglementations environnementales;
- k) les pouvoirs de perquisition, de saisie ou de détention; ou
- l) les ordonnances administratives, y compris les ordonnances de nature préventive, curative ou exceptionnelle.

2. Chacune des Parties devra prévoir dans sa législation intérieure des procédures visant l'application par voie judiciaire, quasi judiciaire ou administrative de ses lois et réglementations environnementales.

3. Les sanctions et les réparations prévues pour assurer l'application des lois et réglementations environnementales d'une Partie devront, selon qu'il y a lieu :

- a) tenir compte de la nature et de la gravité de l'infraction, des avantages économiques qui en résultent pour son auteur, de la situation économique de ce dernier et de tous autres facteurs pertinents; et
- b) comprendre des accords d'observation, des amendes, des peines d'emprisonnement, des injonctions, des fermetures d'installations et le paiement des frais engagés pour contenir ou éliminer la pollution.

Article 6 : Accès des parties privées aux recours

1. Chacune des Parties fera en sorte que les personnes intéressées puissent demander à ses autorités compétentes de faire enquête sur des allégations d'infractions à ses lois et réglementations environnementales, et elle tiendra dûment compte de telles demandes, conformément à sa législation.

2. Chacune des Parties fera en sorte que les personnes ayant, selon sa législation intérieure, un intérêt juridiquement reconnu à l'égard d'une question donnée puissent avoir adéquatement accès à des procédures administratives, quasi judiciaires ou judiciaires en vue de faire appliquer les lois et réglementations environnementales de cette Partie.

3. Les recours accessibles aux parties privées comprendront, en conformité avec la législation intérieure de la Partie, les droits suivants :

- a) le droit de poursuivre en dommages-intérêts une autre personne relevant de la juridiction de la Partie;
- b) le droit d'obtenir des réparations ou des sanctions, telles que des sanctions pécuniaires, des fermetures d'urgence ou des ordonnances, visant à limiter les conséquences d'infractions à ses lois et réglementations environnementales;
- c) le droit de demander aux autorités compétentes de prendre les mesures voulues pour assurer l'application des lois et réglementations environnementales de la Partie afin de protéger l'environnement ou d'éviter qu'il y soit porté atteinte; ou
- d) le droit d'obtenir une injonction lorsqu'une personne a subi ou pourrait subir des pertes, des dommages ou des blessures par suite d'un comportement contraire aux lois et réglementations environnementales de la Partie ou d'un comportement préjudiciable d'une autre personne relevant de la juridiction de cette Partie.

Article 7 : Garanties procédurales

1. Chacune des Parties fera en sorte que ses procédures administratives, quasi judiciaires et judiciaires visées aux paragraphes 5(2) et 6(2) soient justes, ouvertes et équitables, et, à cette fin, elle prévoira que ces procédures :

- a) devront être conformes au principe de l'application régulière de la loi;
- b) devront être ouvertes au public, sauf lorsque l'administration de la justice exige le huis clos;
- c) devront permettre aux parties à la procédure de faire valoir leurs points de vue et de présenter des informations ou des éléments de preuve; et
- d) ne devront pas être inutilement compliquées, et ne devront entraîner ni frais ou délais déraisonnables ni retards injustifiés.

2. Chacune des Parties fera en sorte que la décision finale sur le fond de l'affaire dans de telles procédures :

- a) soit consignée par écrit et de préférence motivée;
- b) soit rendue accessible aux parties à la procédure, et, conformément à sa législation, au public, sans retard injustifié; et
- c) soit fondée sur les informations ou les éléments de preuve que les parties auront eu la possibilité de présenter.

3. Chacune des Parties prévoira, selon qu'il y a lieu, que les parties à la procédure auront le droit, en conformité avec la législation intérieure, de demander l'examen et, dans les cas qui le justifient, la réformation des décisions finales rendues à l'issue de telles procédures.

4. Chacune des Parties fera en sorte que les instances chargées de conduire ou d'examiner de telles procédures soient impartiales et indépendantes et qu'elles n'aient aucun intérêt substantiel dans l'issue de la procédure.

Partie III

Commission de coopération environnementale

Article 8 : La Commission

1. Les Parties établissent la Commission de coopération environnementale.
2. La Commission sera composée d'un Conseil, d'un Secrétariat et d'un Comité consultatif public mixte.

Section A

Le conseil

Article 9 : Structure et procédure du Conseil

1. Le Conseil sera constitué de représentants des Parties de niveau ministériel ou équivalent, ou de leurs délégués.

2. Le Conseil établira ses règles et procédures.
3. Le Conseil se réunira :
 - a) au moins une fois l'an en session ordinaire, et
 - b) en session extraordinaire à la demande de l'une des Parties.

Les sessions ordinaires seront présidées successivement par chacune des Parties.

4. Toutes les sessions ordinaires comporteront des séances publiques. D'autres séances tenues pendant les sessions ordinaires ou extraordinaires pourront être publiques, lorsque le Conseil en décide ainsi.
5. Le Conseil pourra :
 - a) établir des comités, des groupes de travail ou des groupes d'experts spéciaux ou permanents, et leur déléguer des responsabilités;
 - b) recourir aux avis d'organisations non gouvernementales ou de personnes, y compris des experts indépendants; et
 - c) prendre, dans l'exercice de ses fonctions, toute autre mesure dont les Parties pourront convenir.
6. Toutes les décisions et recommandations du Conseil seront prises par consensus, sauf décision contraire du Conseil ou disposition contraire du présent accord.

7. Sauf décision contraire du Conseil ou disposition contraire du présent accord, toutes les décisions et recommandations du Conseil seront rendues publiques.

Article 10 : Fonctions du Conseil

1. Le Conseil sera l'organe directeur de la Commission et :
 - a) tiendra lieu de tribune pour la discussion des questions environnementales relevant du présent accord;

- b) surveillera la mise en œuvre du présent accord et fera des recommandations en vue de son développement et, à cette fin, dans les quatre années suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, en examinera le fonctionnement et l'efficacité à la lumière de l'expérience acquise;
- c) supervisera le Secrétariat;
- d) examinera les questions et les différends pouvant survenir entre les Parties relativement à l'interprétation et à l'application du présent accord;
- e) approuvera le budget-programme annuel de la Commission; et
- f) encouragera et facilitera la coopération entre les Parties en ce qui concerne les questions environnementales.

2. Le Conseil pourra étudier les questions suivantes et formuler des recommandations à leur sujet :

- a) la comparabilité des techniques et méthodes utilisées pour la collecte, l'analyse, la gestion et la communication électronique des données en ce qui concerne les questions relevant du présent accord;
- b) les techniques et stratégies de prévention de la pollution;
- c) les approches et les indicateurs communs à appliquer pour les rapports sur l'état de l'environnement;
- d) l'utilisation d'instruments économiques pour réaliser les objectifs environnementaux convenus aux niveaux national et international;
- e) la recherche scientifique et le développement technologique relatifs à l'environnement;
- f) la sensibilisation du public aux questions environnementales;
- g) les questions environnementales transfrontières et frontalières, telles que le transport à grande distance de polluants atmosphériques et marins;

-
- h)* les espèces exotiques qui pourraient être nocives;
 - i)* la conservation et la protection de la flore et de la faune sauvages et de leur habitat, ainsi que des zones naturelles faisant l'objet d'une protection spéciale;
 - j)* la protection des espèces en danger et menacées d'extinction;
 - k)* les activités de préparation et de réaction aux urgences environnementales;
 - l)* les questions environnementales dans leurs rapports avec le développement économique;
 - m)* les effets qu'ont les produits sur l'environnement tout au long de leur vie utile;
 - n)* le perfectionnement et le développement des ressources humaines dans le domaine de l'environnement;
 - o)* l'échange de scientifiques et de responsables du domaine de l'environnement;
 - p)* les méthodes propres à assurer l'observation et l'application des lois environnementales;
 - q)* les comptes nationaux écologiquement sensibles;
 - r)* l'éco-étiquetage; et
 - s)* toutes autres questions dont il pourra décider.
3. Le Conseil renforcera la coopération en vue de l'élaboration et de la constante amélioration des lois et réglementations environnementales, notamment :
- a)* en favorisant l'échange d'informations sur les critères et méthodes appliqués pour l'établissement des normes environnementales nationales; et
 - b)* sans réduire le niveau de protection de l'environnement, en établissant un processus qui permette d'élaborer des recom-

mandations en vue de mieux concilier les réglementations techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité en matière d'environnement, d'une manière compatible avec l'ALENA.

4. Le Conseil encouragera :

- a) l'application efficace par chacune des Parties de ses lois et réglementations environnementales;
- b) l'observation de ces lois et réglementations; et
- c) la coopération technique entre les Parties.

5. Le Conseil encouragera la prise de mesures, et fera des recommandations s'il y a lieu, afin :

- a) que chaque individu ait accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques de chacune des Parties, y compris des informations relatives aux substances et activités dangereuses dans la communauté, et ait la possibilité de participer au processus de prise de décisions concernant cet accès; et
- b) qu'il soit fixé des limites appropriées pour les divers polluants, en tenant compte des différences entre les écosystèmes.

6. Le Conseil coopérera avec la Commission du libre-échange de l'ALENA en vue de la réalisation des buts et objectifs environnementaux de l'ALENA :

- a) en agissant comme point d'information et de réception des communications présentées par les organisations non gouvernementales et les personnes concernant ces buts et objectifs;
- b) si une Partie estime qu'une autre Partie renonce ou déroge à une mesure environnementale, ou offre de renoncer ou de déroger à une telle mesure pour encourager un investisseur à établir, acquérir, étendre ou conserver un investissement sur son territoire, en facilitant les consultations prévues à l'article 1114 de l'ALENA en vue d'éviter un tel comportement;

- c) en contribuant à la prévention ou au règlement des différends commerciaux liés à l'environnement :
 - (i) par le déploiement d'efforts pour éviter les différends entre les Parties,
 - (ii) par la présentation, à la Commission du libre-échange, de recommandations tendant à éviter de tels différends, et
 - (iii) par l'identification d'experts pouvant fournir des informations ou des avis techniques aux comités, groupes de travail et autres organismes de l'ALENA;
- d) en examinant constamment les effets environnementaux de l'ALENA; et
- e) en aidant par ailleurs la Commission du libre-échange dans les dossiers liés à l'environnement.

7. Considérant le caractère fortement bilatéral de nombreuses questions environnementales transfrontières, et en vue d'un accord entre les Parties sur les obligations découlant du présent article dans un délai de trois ans, le Conseil examinera les questions suivantes et fera des recommandations à leur sujet :

- a) évaluation de l'impact environnemental d'activités envisagées qui risquent d'avoir des effets nocifs transfrontières importants et dépendent de la décision d'une autorité gouvernementale compétente, y compris une évaluation approfondie des observations présentées par les autres Parties et par des personnes des autres Parties;
- b) notification, communication d'informations pertinentes et consultations entre les Parties concernant de telles activités; et
- c) limitation des effets nocifs possibles de ces activités.

8. Le Conseil encouragera la mise en place par chacune des Parties, en application de sa législation de l'environnement, de procédures administratives adéquates pour permettre à une autre Partie d'obtenir, à titre réciproque, la réduction, l'élimination ou la limitation de la pollution transfrontières.

9. Le Conseil se penchera et, s'il y a lieu, fera des recommandations sur la possibilité pour une Partie d'accorder devant ses tribunaux et organismes administratifs, à titre réciproque, aux personnes relevant du territoire d'une autre Partie qui ont subi ou risquent de subir des dommages ou des blessures par suite de la pollution émanant de son territoire, les mêmes droits et recours que si les dommages ou les blessures s'étaient produits sur son territoire.

Section B

Le Secrétariat

Article 11 : Structure et procédure du Secrétariat

1. Le Secrétariat sera dirigé par un directeur exécutif nommé par le Conseil pour un mandat de trois ans, que le Conseil pourra renouveler une seule fois pour la même durée. La charge de directeur exécutif sera exercée successivement par des ressortissants de chacune des Parties. Le Conseil ne pourra démettre le directeur exécutif de ses fonctions que pour motif justifié.

2. Le directeur exécutif nommera et supervisera les employés du Secrétariat, réglera leurs pouvoirs et fonctions et établira leur rémunération, en conformité avec les normes générales qui seront établies par le Conseil. Ces normes générales prévoiront :

- a) que la nomination et le maintien des employés et leurs conditions d'emploi devront être strictement fonction de leur efficacité, de leur compétence et de leur intégrité;
- b) que, lorsqu'il nommera les employés, le directeur exécutif devra tenir compte des listes de candidats établies par les Parties et par le Comité consultatif public mixte;
- c) qu'il devra être tenu dûment compte de l'importance de recruter une proportion équitable du personnel professionnel parmi les ressortissants de chacune des Parties; et
- d) que le directeur exécutif devra informer le Conseil de toute nomination.

3. Le Conseil pourra décider, par un vote des deux tiers, de rejeter toute nomination non conforme aux normes générales. Une telle décision restera confidentielle.
4. Dans l'exercice de leurs fonctions, le directeur exécutif et les membres de son personnel ne solliciteront ni ne recevront d'instructions d'aucun gouvernement ou d'aucun organisme extérieur au Conseil. Chacune des Parties respectera le caractère international des responsabilités du directeur exécutif et des membres de son personnel, et elle ne cherchera pas à les influencer dans l'exercice de leurs fonctions.
5. Le Secrétariat assurera le soutien technique, administratif et opérationnel du Conseil ainsi que des comités et des groupes établis par celui-ci, et fournira tout autre soutien demandé par le Conseil.
6. Le directeur exécutif soumettra à l'approbation du Conseil le budget-programme annuel de la Commission, faisant notamment état des activités coopératives projetées ainsi que des dispositions visant à permettre au Secrétariat de faire face aux imprévus.
7. Le Secrétariat indiquera aux Parties et au public, selon qu'il y a lieu, où s'adresser pour obtenir des avis et des compétences techniques en matière d'environnement.
8. Le Secrétariat devra :
 - a) soustraire à la publication toute information reçue qui pourrait révéler l'identité de l'organisation non gouvernementale ou de la personne dont émane la communication, si la personne ou l'organisation en cause lui en fait la demande ou s'il le juge par ailleurs approprié; et
 - b) soustraire à la publication toute information reçue d'une organisation non gouvernementale ou d'une personne lorsque cette organisation non gouvernementale ou cette personne l'a désignée comme information confidentielle ou exclusive.

Article 12 : Rapport annuel de la Commission

1. Conformément aux instructions du Conseil, le Secrétariat établira un rapport annuel. Le projet de rapport sera examiné par le Conseil. Le rapport final sera rendu public.

2. Le rapport passera en revue :

- a) les activités et les dépenses de la Commission se rapportant à l'année précédente;
- b) le budget-programme de la Commission approuvé pour l'année suivante;
- c) les mesures prises par chacune des Parties pour s'acquitter de ses obligations au titre du présent accord, y compris les données sur les activités entreprises pour assurer l'application de sa législation de l'environnement;
- d) les opinions et informations pertinentes soumises par des organisations non gouvernementales et des personnes, y compris des données sommaires concernant les communications présentées, ainsi que toutes informations pertinentes que le Conseil estimera à propos;
- e) les recommandations formulées relativement à toute question relevant du présent accord; et
- f) toute autre question que le Conseil estime pertinente.

3. Le rapport traitera périodiquement de l'état de l'environnement sur les territoires des Parties.

Article 13 : Rapports du Secrétariat

1. Le Secrétariat pourra établir un rapport à l'intention du Conseil sur toute question relevant du programme annuel. Si le Secrétariat souhaite établir un rapport sur d'autres questions environnementales liées aux activités coopératives prévues par le présent accord, il en donnera notification au Conseil et il pourra aller de l'avant, à moins que dans les 30 jours suivant cette notification, le Conseil s'oppose, par un vote des deux tiers, à l'établissement du rapport. Lesdites autres questions environnementales ne devront pas se rapporter au point de savoir si une Partie a omis d'assurer l'application de ses lois et réglementations environnementales. Lorsque le Secrétariat n'a pas les compétences voulues relativement à la question à l'étude, il fera appel à un ou plusieurs experts indépendants dont l'expérience est reconnue, et qui l'aideront dans l'établissement du rapport.

2. Lorsqu'il établira un tel rapport, le Secrétariat pourra utiliser toutes informations techniques ou scientifiques ou autres informations pertinentes, y compris les informations :

- a) rendues publiquement accessibles;
- b) soumises par des organisations non gouvernementales et des personnes intéressées;
- c) soumises par le Comité consultatif public mixte;
- d) fournies par une Partie;
- e) recueillies à la faveur de consultations publiques, telles que les conférences, séminaires et colloques; ou
- f) élaborées par le Secrétariat, ou par des experts indépendants auxquels il aura été fait appel en vertu du paragraphe 1.

3. Le Secrétariat soumettra son rapport au Conseil, qui, sauf décision contraire de sa part, le rendra publiquement accessible, normalement dans les 60 jours suivant sa présentation.

Article 14 : Communications sur les questions d'application

1. Le Secrétariat pourra examiner toute communication présentée par une organisation non gouvernementale ou une personne et alléguant qu'une Partie omet d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement, s'il juge que cette communication :

- a) est présentée par écrit, et dans une langue désignée par la Partie dans une notification au Secrétariat;
- b) identifie clairement la personne ou l'organisation dont elle émane;
- c) offre suffisamment d'information pour permettre au Secrétariat d'examiner la communication, notamment les preuves documentaires sur lesquelles peut être fondée l'allégation;

- d) semble viser à promouvoir l'application de la législation plutôt qu'à harceler une branche de production;
- e) indique que la question a été communiquée par écrit aux autorités compétentes de la Partie, et, s'il y a lieu, fait état de la réponse de la Partie; et
- f) est déposée par une personne ou une organisation résidant ou établie sur le territoire d'une Partie.

2. Lorsqu'il juge qu'une communication satisfait aux critères mentionnés au paragraphe 1, le Secrétariat déterminera si la communication justifie la demande d'une réponse à la Partie. Lorsqu'il décidera s'il y a lieu de demander une telle réponse, le Secrétariat cherchera à déterminer :

- a) s'il est allégué qu'un préjudice a été subi par la personne ou l'organisation qui présente la communication;
- b) si la communication, seule ou combinée à d'autres, soulève des questions dont une étude approfondie serait propice à la réalisation des objectifs du présent accord;
- c) si les recours privés offerts par la Partie ont été exercés; et
- d) si les faits allégués dans la communication sont tirés exclusivement des moyens d'information de masse.

Si le Secrétariat demande une telle réponse, il transmettra à la Partie copie de la communication ainsi que de toute information complémentaire fournie avec la communication.

3. La Partie qui reçoit la communication devra indiquer au Secrétariat, dans un délai de 30 jours ou, dans des circonstances exceptionnelles et sur notification au Secrétariat, dans un délai de 60 jours :

- a) si la question fait l'objet d'une procédure judiciaire ou administrative en instance, auquel cas le Secrétariat n'ira pas plus avant; et
- b) toutes autres informations que la Partie souhaite présenter, notamment :

- (i) si la question a déjà fait l'objet d'une procédure judiciaire ou administrative, et
- (ii) si des recours privés relativement à l'affaire sont offerts à la personne ou à l'organisation qui présente la communication, et si ces recours ont été exercés.

Article 15 : Dossier factuel

1. Si le Secrétariat estime que la communication justifie, à la lumière de toute réponse fournie par la Partie, la constitution d'un dossier factuel, il en informera le Conseil en indiquant ses motifs.
2. Le Secrétariat constituera un dossier factuel si le Conseil, par un vote des deux tiers, lui en donne instruction.
3. La constitution d'un dossier factuel par le Secrétariat, en vertu du présent article, sera sans préjudice de toute mesure ultérieure pouvant être prise au regard d'une communication.
4. Lorsqu'il constituera un dossier factuel, le Secrétariat tiendra compte de toutes informations fournies par une Partie, et il pourra examiner toutes informations pertinentes, techniques, scientifiques ou autres :
 - a) rendues publiquement accessibles;
 - b) soumises par des organisations non gouvernementales ou des personnes intéressées;
 - c) soumises par le Comité consultatif public mixte; ou
 - d) élaborées par le Secrétariat ou par des experts indépendants.
5. Le Secrétariat soumettra un dossier factuel provisoire au Conseil. Toute Partie pourra présenter ses observations sur l'exactitude des faits qu'il contient dans un délai de 45 jours.
6. Le Secrétariat inclura, selon qu'il y a lieu, ces observations dans le dossier factuel final et le soumettra au Conseil.
7. Le Conseil pourra, par un vote des deux tiers, rendre le dossier factuel publiquement accessible, normalement dans les 60 jours suivant sa présentation.

SECTION C

COMITÉS CONSULTATIFS

Article 16 : Comité consultatif public mixte

1. À moins que le Conseil n'en décide autrement, le Comité consultatif public mixte sera composé de 15 membres. Chacune des Parties ou, si la Partie en décide ainsi, son Comité consultatif national constitué en vertu de l'article 17 nommera un nombre égal de membres.
2. Le Conseil établira les règles de procédure du Comité consultatif public mixte, qui choisira lui-même son président.
3. Le Comité consultatif public mixte se réunira au moins une fois l'an au moment de la session ordinaire du Conseil et à telles autres dates dont pourra décider le Conseil ou le président du Comité avec le consentement d'une majorité de ses membres.
4. Le Comité consultatif public mixte pourra fournir des avis au Conseil sur toute question relevant du présent accord, y compris sur tous documents qui lui auront été soumis en vertu du paragraphe 6, ainsi que sur la mise en œuvre et le développement du présent accord. Il pourra exercer telles autres fonctions que lui confiera le Conseil.
5. Le Comité consultatif public mixte pourra fournir au Secrétariat toutes informations pertinentes, techniques, scientifiques ou autres, notamment pour l'établissement d'un dossier factuel en vertu de l'article 15. Le Secrétariat transmettra au Conseil copie desdites informations.
6. Le Secrétariat fournira au Comité consultatif public mixte, au moment de sa présentation au Conseil, copie du projet de budget-programme annuel de la Commission, du projet de rapport annuel et de tout autre rapport établi par le Secrétariat en conformité avec l'article 13.
7. Le Conseil pourra, par un vote des deux tiers, mettre un dossier factuel à la disposition du Comité consultatif public mixte.

Article 17 : Comités consultatifs nationaux

Chacune des Parties pourra réunir un comité consultatif national public composé de représentants d'organisations non gouvernementales et de personnes sous sa juridiction et ayant pour mandat de lui

fournir des avis sur la mise en œuvre et le développement du présent accord.

Article 18 : Comités gouvernementaux

Chacune des Parties pourra réunir un comité gouvernemental, qui pourra comprendre des représentants du gouvernement fédéral et des gouvernements des États ou des provinces et qui aura pour mandat de lui fournir des avis sur la mise en œuvre et le développement du présent accord.

Section D

Langues officielles

Article 19 : Langues officielles

Les langues officielles de la Commission seront le français, l'anglais et l'espagnol. Tous les rapports annuels prévus à l'article 12, les rapports soumis au Conseil en vertu de l'article 13, les dossiers factuels présentés au Conseil en vertu du paragraphe 15(6) et les rapports des groupes spéciaux soumis en vertu de la Partie V seront publiés dans chacune des langues officielles. Le Conseil établira des règles et des procédures pour l'interprétation et la traduction.

Partie IV

Coopération et information

Article 20 : Coopération

1. Les Parties s'efforceront en tout temps de s'entendre sur l'interprétation et l'application du présent accord, et elles ne ménageront aucun effort pour régler, par la coopération et la consultation, toute question pouvant affecter son fonctionnement.
2. Dans toute la mesure du possible, chacune des Parties notifiera à une autre Partie intéressée toute mesure environnementale qu'elle adopte ou envisage d'adopter et dont elle estime qu'elle pourrait affecter

sensiblement le fonctionnement du présent accord ou affecter par ailleurs substantiellement les intérêts de cette autre Partie au titre du présent accord.

3. Chacune des Parties, à la demande de toute autre Partie, fournira dans les moindres délais des informations et des éclaircissements sur toute mesure environnementale qu'elle adopte ou envisage d'adopter, que cette autre Partie ait ou non préalablement reçu notification de cette mesure.

4. Toute Partie pourra porter à l'attention de toute autre Partie toutes informations fondées concernant des infractions possibles à la législation de l'environnement de cette autre Partie. Ces informations seront suffisamment précises et documentées pour permettre à l'autre Partie d'enquêter sur la question. La Partie notifiée prendra des mesures appropriées et conformes à sa législation intérieure pour enquêter sur la question et donner réponse à l'autre Partie.

Article 21 : Information

1. Sur demande du Conseil ou du Secrétariat, chacune des Parties devra, sous réserve de sa législation applicable, fournir toutes informations que le Conseil ou le Secrétariat pourront demander, notamment :

- a) mettre à disposition, dans les moindres délais, toutes informations en sa possession nécessaires pour établir un rapport ou constituer un dossier factuel, y compris des données sur l'observation et l'application de sa législation; et
- b) prendre toutes mesures raisonnables en vue de rendre accessibles toutes autres informations ainsi demandées.

2. La Partie qui estime qu'une demande d'informations émanant du Secrétariat est excessive ou de nature à lui imposer une charge injustifiée pourra porter la question à l'attention du Conseil. Le Secrétariat modifiera la portée de sa demande, pour se conformer aux limites dont pourra être convenu le Conseil par un vote des deux tiers.

3. La Partie qui ne rend pas accessible une information demandée par le Secrétariat, compte tenu des limites prévues au paragraphe 2, devra, dans les moindres délais, notifier ses motifs par écrit au Secrétariat.

Partie V

Consultation et règlement des différends

Article 22 : Consultations

1. Toute Partie pourra demander par écrit des consultations avec une autre Partie relativement à toute allégation selon laquelle cette autre Partie aurait omis de façon systématique d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement.
2. La Partie requérante signifiera sa demande aux autres Parties et au Secrétariat.
3. À moins que le Conseil n'en dispose autrement dans les règles et procédures qu'il établira en vertu du paragraphe 9(2), une troisième Partie qui estime avoir un intérêt substantiel à l'égard de la question en litige sera en droit de participer aux consultations, moyennant signification d'un avis écrit aux autres Parties et au Secrétariat.
4. Les Parties consultantes ne ménageront aucun effort pour parvenir à une solution mutuellement satisfaisante par voie de consultations entreprises en vertu du présent article.

Article 23 : Engagement d'une procédure

1. Si les Parties consultantes ne parviennent pas à régler la question conformément à l'article 22 dans les 60 jours suivant la signification de la demande de consultations, ou dans tel autre délai dont elles pourront convenir, l'une quelconque d'elles pourra demander par écrit une session extraordinaire du Conseil.
2. La Partie requérante indiquera dans sa demande la question en litige, et elle signifiera sa demande aux autres Parties et au Secrétariat.
3. À moins qu'il n'en décide autrement, le Conseil se réunira dans les 20 jours suivant la signification de la demande et s'efforcera de régler le différend dans les moindres délais.

4. Le Conseil pourra :

- a) faire appel aux conseillers techniques ou créer les groupes de travail ou groupes d'experts qu'il jugera nécessaires,
- b) avoir recours aux bons offices, à la conciliation, à la médiation ou à d'autres procédures de règlement des différends, ou
- c) faire des recommandations,

si cela peut aider les Parties consultantes à parvenir à une solution mutuellement satisfaisante du différend. Toute recommandation de cette nature sera rendue publique si le Conseil en décide ainsi par un vote des deux tiers.

5. Lorsqu'il décide qu'une question relève davantage d'un autre accord ou arrangement liant les Parties consultantes, le Conseil devra renvoyer la question à ces Parties afin qu'elles prennent les mesures voulues en conformité avec cet autre accord ou arrangement.

Article 24 : Demande d'institution d'un groupe spécial arbitral

1. Si la question n'a pas été réglée 60 jours après que le Conseil se soit réuni conformément à l'article 23, le Conseil devra, sur demande écrite d'une quelconque Partie consultante et par un vote des deux tiers, réunir un groupe spécial arbitral chargé d'examiner si l'allégation selon laquelle une Partie aurait omis de façon systématique d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement implique une situation visant un lieu de travail, une société, une entreprise ou un secteur qui produit des produits ou fournit des services :

- a) qui sont échangés entre les territoires des Parties; ou
- b) qui font concurrence, sur le territoire de la Partie visée par la plainte, à des produits et à des services fournis par des personnes d'une autre Partie.

2. Une troisième Partie qui estime avoir un intérêt substantiel à l'égard de la question en litige sera en droit de se joindre à la procédure comme

Partie plaignante, sur signification aux autres Parties contestantes et au Secrétariat d'un avis écrit de son intention de participer. L'avis sera signifié le plus tôt possible, et en tout cas au plus tard 7 jours après la date du vote du Conseil sur la réunion d'un groupe spécial.

3. Sauf entente contraire des Parties contestantes, le groupe spécial sera institué et exercera ses fonctions d'une manière compatible avec les dispositions de la présente partie.

Article 25 : Liste

1. Le Conseil dressera et tiendra une liste d'au plus 45 personnes disposées et aptes à faire partie de groupes spéciaux. Ces personnes seront nommées par consensus pour une durée de trois ans, et elles pourront être nommées de nouveau.

2. Les personnes figurant sur la liste :

- a) devront avoir une connaissance approfondie ou une bonne expérience de la législation de l'environnement ou de son application, de la résolution de différends découlant d'accords internationaux ou de tout autre domaine pertinent, scientifique, technique ou professionnel;
- b) seront choisies strictement pour leur objectivité, leur fiabilité et leur discernement;
- c) devront être indépendantes de toute Partie, du Secrétariat ou du Comité consultatif public mixte, ne pas avoir d'attaches avec une Partie, le Secrétariat ou le Comité consultatif public mixte et n'en pas recevoir d'instructions; et
- d) devront se conformer au code de conduite qu'établira le Conseil.

Article 26 : Admissibilité des membres des groupes spéciaux

1. Tous les membres des groupes spéciaux devront remplir les conditions énoncées au paragraphe 25(2).

2. Une personne ne pourra être membre d'un groupe spécial saisi d'un différend :

- a) auquel elle a participé en vertu du paragraphe 23(4); ou
- b) dans lequel elle, ou une personne ou organisation à laquelle elle est associée, a un intérêt, conformément au code de conduite établi en vertu de l'alinéa 25(2)d).

Article 27 : Constitution des groupes spéciaux

1. Pour les différends qui opposent deux Parties, les procédures suivantes s'appliqueront :

- a) Le groupe spécial se composera de cinq membres.
- b) Dans les 15 jours suivant la date à laquelle le Conseil décide par vote de réunir le groupe spécial, les Parties contestantes s'efforceront de s'entendre sur la personne qui présidera le groupe spécial. À défaut d'une entente dans le délai spécifié, la Partie contestante choisie par tirage au sort désignera dans un délai de cinq jours un président qui ne sera pas un de ses citoyens.
- c) Dans les 15 jours suivant la désignation du président, chacune des Parties contestantes choisira deux membres du groupe spécial qui sont des citoyens de l'autre Partie contestante.
- d) Si une Partie contestante ne procède pas au choix des membres du groupe spécial qu'elle devait choisir dans un tel délai, ceux-ci seront désignés par tirage au sort parmi les personnes de la liste qui sont des citoyens de l'autre Partie contestante.

2. Pour les différends qui opposent plus de deux Parties, les procédures suivantes s'appliqueront :

- a) Le groupe spécial se composera de cinq membres.
- b) Dans les 15 jours suivant la date à laquelle le Conseil décide par vote de réunir le groupe spécial, les Parties contestantes s'efforceront de s'entendre sur la personne qui présidera le groupe spécial. À défaut d'une entente dans le délai spécifié, la

ou les Parties contestantes choisies par tirage au sort désigneront dans un délai de 10 jours un président qui ne sera pas un de leurs citoyens.

- c) Dans les 30 jours suivant la désignation du président, la Partie visée par la plainte choisira deux membres du groupe spécial, dont l'un sera un citoyen d'une Partie plaignante et l'autre, un citoyen d'une autre Partie plaignante. Les Parties plaignantes choisiront deux membres qui seront des citoyens de la Partie visée par la plainte.
- d) Si une Partie contestante ne choisit pas un membre du groupe spécial dans un tel délai, ce membre sera désigné par tirage au sort conformément aux critères de citoyenneté de l'alinéa c).

3. Les membres du groupe spécial seront normalement choisis dans la liste. Toute Partie contestante pourra, dans un délai de 30 jours, récuser sans motif une personne qui ne figure pas sur la liste et qui est proposée comme membre par une autre Partie contestante.

4. Si une Partie contestante croit qu'un membre a violé le code de conduite, les Parties contestantes se consulteront et, si elles s'entendent, le membre sera démis de ses fonctions et remplacé conformément aux dispositions du présent article.

Article 28 : Règles de procédure

1. Le Conseil établira des règles de procédure types. La procédure devra :

- a) garantir le droit à au moins une audience devant le groupe spécial;
- b) donner la possibilité de présenter par écrit des conclusions et des réfutations; et
- c) prévoir qu'aucun groupe spécial ne peut indiquer lesquels de ses membres forment la majorité et lesquels forment la minorité.

2. Sauf entente contraire des Parties contestantes, les groupes spéciaux réunis en vertu de la présente partie seront institués et conduiront leurs travaux conformément aux règles de procédure types.

3. Sauf entente contraire des Parties contestantes dans les 20 jours suivant la date à laquelle le Conseil décide par vote de réunir un groupe spécial, le mandat du groupe spécial sera le suivant :

«Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes de l'Accord, y compris celles figurant à la Partie V, le point de savoir si la Partie visée par la plainte a omis de façon systématique d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement, et établir les constatations, déterminations et recommandations prévues au paragraphe 31(2).»

Article 29 : Participation d'une tierce Partie

Une Partie qui n'est pas une Partie contestante sera autorisée, sur signification d'un avis écrit aux Parties contestantes et au Secrétariat, à participer à toutes audiences, à présenter des communications verbales et écrites au groupe spécial et à recevoir des communications écrites des Parties contestantes.

Article 30 : Rôle des experts

Sur demande d'une Partie contestante, ou de sa propre initiative, le groupe spécial pourra obtenir des informations et des avis techniques de toute personne ou tout organisme, selon qu'il le jugera à propos, à condition que les Parties contestantes en conviennent ainsi, et sous réserve des modalités qu'elles arrêteront.

Article 31 : Rapport initial

1. Sauf entente contraire des Parties contestantes, le groupe spécial fondera son rapport sur les conclusions et les arguments des Parties contestantes et sur les informations dont il disposera en vertu de l'article 30.

2. Sauf entente contraire des Parties contestantes, le groupe spécial devra, dans les 180 jours suivant la désignation de son dernier membre, présenter aux Parties contestantes un rapport initial contenant :

- a) des constatations de fait;
- b) sa détermination quant à savoir si la Partie visée par la plainte a omis de façon systématique d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement, ou toute autre détermination découlant de son mandat; et

- c) s'il fait une détermination positive prévue à l'alinéa b), ses recommandations, s'il y a lieu, pour la solution du différend, qui seront normalement que la Partie visée par la plainte adopte et applique un plan d'action permettant de corriger la pratique de non-application.
3. Les membres du groupe spécial pourront présenter des opinions individuelles sur les questions qui ne font pas l'unanimité.
4. Dans les 30 jours suivant la présentation du rapport initial du groupe spécial, une Partie contestante pourra présenter à celui-ci des observations écrites sur ce rapport.
5. Dans un tel cas, et après examen des observations écrites, le groupe spécial pourra, de sa propre initiative ou à la demande de l'une quelconque des Parties contestantes :
 - a) demander son point de vue à toute Partie participante;
 - b) réexaminer son rapport; et
 - c) effectuer tout autre examen qu'il estimera à propos.

Article 32 : Rapport Final

1. Sauf entente contraire des Parties contestantes, le groupe spécial devra, dans les 60 jours suivant la présentation du rapport initial, présenter auxdites Parties un rapport final, qui pourra être accompagné d'opinions individuelles sur les questions n'ayant pas fait l'unanimité.
2. Les Parties contestantes devront, à titre confidentiel, transmettre au Conseil le rapport final du groupe spécial, ainsi que toute observation écrite qu'une Partie contestante souhaite y annexer, dans les 15 jours suivant la date à laquelle le rapport leur aura été présenté.
3. Le rapport final du groupe spécial sera rendu public cinq jours après sa transmission au Conseil.

Article 33 : Application du rapport final

Si, dans son rapport final, un groupe spécial détermine que la Partie visée par la plainte a omis de façon systématique d'assurer

l'application efficace de sa législation de l'environnement, les Parties contestantes pourront convenir d'un plan d'action mutuellement satisfaisant et normalement conforme aux déterminations et recommandations du groupe spécial, et elles notifieront au Secrétariat et au Conseil toute solution du différend ainsi convenue.

Article 34 : Examen de l'application

1. Si, dans son rapport final, un groupe spécial détermine que la Partie visée par la plainte a omis de façon systématique d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement, et

- a) si les Parties contestantes n'ont pas convenu d'un plan d'action, en vertu de l'article 33, dans les 60 jours de la date du rapport final; ou
- b) si les Parties contestantes ne peuvent décider si la Partie visée par la plainte applique pleinement :
 - (i) un plan d'action convenu en vertu de l'article 33,
 - (ii) un plan d'action réputé avoir été établi par un groupe spécial en vertu du paragraphe 2, ou
 - (iii) un plan d'action approuvé ou établi par un groupe spécial en vertu du paragraphe 4,

toute Partie contestante pourra demander que le groupe spécial soit réuni à nouveau. La Partie requérante signifiera sa demande par écrit aux autres Parties et au Secrétariat. Le Conseil devra réunir à nouveau le groupe spécial sur signification de la demande au Secrétariat.

2. Aucune Partie ne pourra faire une demande visée par l'alinéa 1a) avant 60 jours ou après 120 jours suivant la date du rapport final. Si les Parties contestantes n'ont pas convenu d'un plan d'action et qu'aucune demande n'a été faite en vertu de l'alinéa 1a), le dernier plan d'action, s'il en est, que la Partie visée par la plainte a présenté à la Partie ou aux Parties plaignantes dans les 60 jours suivant la date du rapport final, ou dans tel autre délai dont les Parties contestantes pourront convenir, sera réputé avoir été établi par le groupe spécial 120 jours après la date du rapport final.

3. Toute demande visée par l'alinéa 1b) ne pourra être présentée que 180 jours après qu'un plan d'action aura été :

- a) convenu en vertu de l'article 33;
- b) réputé avoir été établi par un groupe spécial en vertu du paragraphe 2; ou
- c) approuvé ou établi par un groupe spécial en vertu du paragraphe 4;

et uniquement pendant la période d'application dudit plan d'action.

4. Un groupe spécial réuni à nouveau en vertu de l'alinéa 1a) :

- a) devra déterminer si un plan d'action proposé par la Partie visée par la plainte permet de corriger la pratique de non-application, et
 - (i) si tel est le cas, approuvera le plan, ou
 - (ii) si tel n'est pas le cas, établira un plan conforme à la législation de la Partie visée par la plainte, et
- b) pourra, lorsque cela sera justifié, imposer une compensation monétaire pour non-application conformément à l'annexe 34,

dans les 90 jours suivant la date à laquelle il aura été réuni à nouveau ou dans tel autre délai dont les Parties contestantes pourront convenir.

5. Un groupe spécial réuni à nouveau en vertu de l'alinéa 1b) devra déterminer :

- a) si la Partie visée par la plainte applique pleinement le plan d'action, auquel cas il ne pourra imposer de compensation monétaire pour non-application, ou
- b) si la Partie visée par la plainte n'applique pas pleinement le plan d'action, auquel cas il imposera une compensation monétaire pour non-application conformément à l'annexe 34,

dans les 60 jours suivant la date à laquelle il aura été réuni à nouveau ou dans tel autre délai dont les Parties contestantes pourront convenir.

6. Un groupe spécial réuni à nouveau en vertu du présent article fera en sorte que la Partie visée par la plainte applique pleinement tout plan d'action mentionné au sous-alinéa 4a)(ii) ou à l'alinéa 5b), et qu'elle paie toute compensation monétaire pour non-application imposée en vertu de l'alinéa 4b) ou 5b), et toute disposition de cette nature sera finale.

Article 35 : Poursuite de la procédure

Une Partie plaignante pourra, à tout moment suivant l'écoulement d'une période de 180 jours après qu'un groupe spécial aura fait une détermination visée par l'alinéa 34(5)b), demander par écrit qu'un groupe spécial soit réuni à nouveau pour déterminer si la Partie visée par la plainte applique pleinement le plan d'action. Sur signification de la demande aux autres Parties et au Secrétariat, le Conseil réunira à nouveau le groupe spécial. Le groupe spécial fera sa détermination dans les 60 jours suivant la date à laquelle il aura été réuni à nouveau ou dans tel autre délai dont les Parties contestantes pourront convenir.

Article 36 : Suspension d'avantages

1. Sous réserve de l'annexe 36A, lorsqu'une Partie omet de payer une compensation monétaire pour non-application dans les 180 jours suivant son imposition par un groupe spécial :

- a) en vertu de l'alinéa 34(4)b), ou
- b) en vertu de l'alinéa 34(5)b), sauf lorsque des avantages peuvent être suspendus en vertu de l'alinéa 2a),

la ou les Parties plaignantes pourront suspendre, à l'égard de la Partie visée par la plainte et conformément à l'annexe 36B, l'application d'avantages de l'ALENA jusqu'à concurrence du montant correspondant à la compensation monétaire pour non-application.

2. Sous réserve de l'annexe 36A, lorsqu'un groupe spécial a fait une détermination en vertu de l'alinéa 34(5)b) et qu'il :

- a) a précédemment imposé une compensation monétaire pour non-application en vertu de l'alinéa 34(4)b) ou établi un plan d'action en vertu du sous-alinéa 34(4)a)(ii); ou
- b) a subséquentement déterminé, en vertu de l'article 35, qu'une Partie n'applique pas pleinement un plan d'action,

la ou les Parties plaignantes pourront suspendre annuellement, à l'égard de la Partie visée par la plainte et conformément à l'annexe 36B, l'application d'avantages de l'ALENA jusqu'à concurrence du montant correspondant à la compensation monétaire pour non-application imposée par le groupe spécial en vertu de l'alinéa 34(5)b).

3. Lorsque plus d'une Partie plaignante suspend des avantages en vertu du paragraphe 1 ou 2, la suspension combinée ne devra pas dépasser le montant de la compensation monétaire pour non-application.

4. Lorsqu'une Partie a suspendu des avantages en vertu du paragraphe 1 ou 2, le Conseil devra, sur signification aux autres Parties et au Secrétariat d'une demande écrite de la Partie visée par la plainte, réunir à nouveau le groupe spécial pour déterminer si le montant de la compensation monétaire pour non-application a été payé ou perçu, ou si la Partie visée par la plainte applique pleinement le plan d'action, selon le cas. Le groupe spécial présentera son rapport dans les 45 jours suivant la date à laquelle il aura été réuni à nouveau. Si le groupe spécial détermine que le montant de la compensation a été payé ou perçu, ou que la Partie visée par la plainte applique pleinement le plan d'action, la suspension d'avantages en vertu du paragraphe 1 ou 2, selon le cas, devra cesser de s'appliquer.

5. Sur demande écrite présentée par la Partie visée par la plainte et signifiée aux autres Parties et au Secrétariat, le Conseil devra réunir à nouveau le groupe spécial pour déterminer si la suspension d'avantages par la ou les Parties plaignantes en vertu du paragraphe 1 ou 2 est manifestement excessive. Le groupe spécial devra, dans les 45 jours suivant la date de la demande, présenter aux Parties contestantes un rapport contenant sa détermination.

Partie VI

Dispositions générales

Article 37 : Principe d'application

Aucune disposition du présent accord n'habilitera les autorités d'une Partie à mener des activités d'application de la législation de l'environnement à l'intérieur du territoire d'une autre Partie.

Article 38 : Droits privés

Aucune des Parties ne pourra prévoir dans sa législation intérieure le droit d'engager une action contre une autre Partie au motif que cette autre Partie s'est comportée d'une manière incompatible avec le présent accord.

Article 39 : Protection de l'information

1. Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée comme exigeant qu'une Partie fournisse ou rende accessibles des informations dont la divulgation :

- a) ferait obstacle à l'application de sa législation de l'environnement; ou
- b) serait contraire à sa législation protégeant les renseignements commerciaux, exclusifs ou personnels ou le caractère confidentiel du processus gouvernemental de prise de décisions.

2. Si une Partie fournit des renseignements à caractère confidentiel ou exclusif à une autre Partie, au Conseil, au Secrétariat ou au Comité consultatif public mixte, le destinataire accordera à ces renseignements le même traitement que celui que leur réserve la Partie qui les a transmis.

3. Les renseignements à caractère confidentiel ou exclusif qu'une Partie fournit à un groupe spécial en vertu du présent accord seront traités conformément aux règles de procédure établies en vertu de l'article 28.

Article 40 : Rapports avec d'autres accords sur l'environnement

Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée comme affectant les droits et obligations existants des Parties au titre d'autres accords internationaux sur l'environnement, y compris les accords sur la conservation, dont elles sont signataires.

Article 41 : Étendue des obligations

L'annexe 41 s'applique aux Parties qui y sont mentionnées.

Article 42 : Sécurité nationale

Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée :

- a) comme imposant à une Partie l'obligation de fournir des renseignements ou de donner accès à des renseignements dont la divulgation serait, à son avis, contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité; ou
- b) comme empêchant une Partie de prendre toutes mesures qu'elle estimera nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité se rapportant :
 - (i) aux armes, aux munitions et au matériel de guerre, ou
 - (ii) à la mise en œuvre de politiques nationales ou d'accords internationaux concernant la non-prolifération des armes nucléaires ou d'autres engins nucléaires explosifs.

Article 43 : Financement de la Commission

Chacune des Parties supportera une part égale du budget de la Commission, sous réserve de l'existence de fonds alloués en conformité avec les procédures juridiques de la Partie. Aucune Partie ne sera obligée de payer plus que toute autre Partie à l'égard d'un budget annuel.

Article 44 : Privilèges et immunités

Le directeur exécutif et les employés du Secrétariat jouiront sur le territoire de chacune des Parties des privilèges et immunités nécessaires à l'exécution de leurs fonctions.

Article 45 : Définitions

1. Aux fins du présent accord :

«**de façon systématique**» qualifie une action ou une omission qui se produit de façon soutenue ou répétée après la date d'entrée en vigueur du présent accord;

Une Partie n'aura pas omis d'assurer «**l'application efficace de sa législation de l'environnement**» ou de se conformer au paragraphe 5(1) dans un cas particulier où l'action ou l'omission d'organismes ou de fonctionnaires de cette Partie :

- a) constitue un exercice raisonnable de leur pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne les enquêtes, les poursuites, la réglementation ou des questions liées à l'observation des lois; ou
- b) résulte d'une décision, prise de bonne foi, d'affecter les ressources disponibles au règlement d'autres problèmes environnementaux considérés comme ayant une priorité plus élevée.

«**organisation non gouvernementale**» désigne une organisation ou association scientifique, professionnelle, commerciale, à but non lucratif ou constituée dans l'intérêt du public, qui ne fait pas partie d'un gouvernement et ne relève pas de son autorité;

«**province**» désigne une province du Canada, et englobe le Territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest et leurs successeurs; et

«**territoire**» signifie, pour une Partie, le territoire de cette Partie défini à l'annexe 45.

2. Aux fins du paragraphe 14(1) et de la Partie V :

- a) «**législation de l'environnement**» désigne toute loi ou réglementation nationale, ou toute disposition d'une telle loi ou réglementation, dont l'objet premier est de protéger l'environnement ou de prévenir toute atteinte à la vie ou à la santé des personnes, en assurant
 - (i) la prévention, la réduction ou le contrôle du rejet, de la décharge ou de l'émission de substances polluantes ou de nature à souiller l'environnement,
 - (ii) le contrôle des produits chimiques, des substances, des matières et des déchets toxiques ou écologiquement dangereux, et la diffusion d'informations à ce sujet, ou

(iii) la protection de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, de leur habitat et des zones naturelles faisant l'objet d'une protection spéciale

à l'intérieur du territoire de la Partie, et qui ne concerne pas directement la santé ou la sécurité au travail.

- b) Il demeure entendu que l'expression «**législation de l'environnement**» ne vise aucune loi ou réglementation nationale, ou disposition d'une telle loi ou réglementation, dont l'objet premier est de gérer la récolte ou l'exploitation commerciales, la récolte de subsistance ou la récolte par les populations autochtones des ressources naturelles.
- c) La question de savoir si une disposition donnée relève des alinéas a) et b) dépendra de l'objet premier de la disposition en cause, et non pas de l'objet premier de la loi ou de la réglementation dont elle fait partie.

3. Aux fins du paragraphe 14(3), «**procédure judiciaire ou administrative**» désigne :

- a) toute mesure nationale d'ordre judiciaire, quasi judiciaire ou administratif prise par une Partie en temps opportun et en conformité avec sa législation intérieure. De telles mesures comprennent : la médiation ou l'arbitrage, le processus de délivrance d'une licence, d'un permis ou d'une autorisation; le processus d'obtention d'une assurance d'observation volontaire ou d'un accord d'observation; le recours à une instance administrative ou judiciaire pour obtenir des sanctions ou des réparations; et le processus de délivrance d'une ordonnance administrative; et
- b) une procédure internationale de règlement des différends qui lie la Partie.

Partie VII

Dispositions finales

Article 46 : Annexes

Les annexes font partie intégrante du présent accord.

Article 47 : Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1994, immédiatement après l'entrée en vigueur de l'ALENA, par un échange de notifications écrites certifiant l'accomplissement des formalités juridiques requises.

Article 48 : Modifications

1. Les Parties pourront convenir de toute modification ou de tout ajout au présent accord.
2. Toute modification ou tout ajout dont il aura été ainsi convenu et qui aura été approuvé en conformité avec les formalités juridiques applicables de chacune des Parties deviendra partie intégrante du présent accord.

Article 49 : Accession

Tout pays ou groupe de pays pourra accéder au présent accord sous réserve des modalités dont pourront convenir ce ou ces pays et le Conseil, et après approbation en conformité avec les formalités juridiques applicables de chaque pays.

Article 50 : Retrait

Toute Partie pourra se retirer du présent accord moyennant un préavis écrit de six mois aux autres Parties. Si une Partie se retire de l'accord, celui-ci demeurera en vigueur pour les Parties subsistantes.

Article 51 : Textes faisant foi

Les textes français, anglais et espagnol du présent accord font également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Annexe 34

Compensations monétaires pour non-application

1. Pour la première année suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, la compensation monétaire pour non-application ne dépassera pas 20 millions de dollars (U.S.) ou son équivalent dans la monnaie de la Partie visée par la plainte. Par la suite, elle ne pourra dépasser 0,007 p. 100 du total des échanges commerciaux entre les Parties pendant la dernière année pour laquelle des données sont disponibles.
2. Lorsqu'il déterminera le montant de la compensation à exiger, le groupe spécial prendra en compte :
 - a) la fréquence avec laquelle la Partie a omis de façon systématique d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement, et la durée de cette omission;
 - b) le niveau d'application qui pourrait être raisonnablement attendu d'une Partie, compte tenu des ressources dont elle dispose;
 - c) les raisons, s'il en est, que donne la Partie pour expliquer pourquoi elle n'applique pas pleinement un plan d'action;
 - d) les efforts faits par la Partie pour commencer à corriger la pratique de non-application après la publication du rapport final du groupe spécial; et
 - e) tous autres facteurs pertinents.
3. Toutes les compensations monétaires pour non-application seront payées dans la monnaie de la Partie visée par la plainte; les montants ainsi perçus seront versés à un fonds établi par le Conseil au nom de la Commission et seront utilisés selon les directives du Conseil pour améliorer l'environnement ou l'application de la législation de l'environnement de la Partie visée par la plainte, conformément à la législation de cette Partie.

Annexe 36A

Mise en application et perception au Canada

1. Aux fins de la présente annexe, «**détermination d'un groupe spécial**» signifie :

- a) une détermination faite par un groupe spécial en vertu de l'alinéa 34(4)*b*) ou 5*b*) et demandant que le Canada paie une compensation monétaire pour non-application; et
- b) une détermination faite par un groupe spécial en vertu de l'alinéa 34(5)*b*) et demandant que le Canada applique pleinement un plan d'action lorsque le groupe spécial :
 - (i) a précédemment établi un plan d'action en vertu du sous-alinéa 34(4)*a*)(ii) ou imposé une compensation monétaire pour non-application en vertu de l'alinéa 34(4)*b*); ou
 - (ii) a subséquentement déterminé, en vertu de l'article 35, que le Canada n'applique pas pleinement un plan d'action.

2. Le Canada adoptera et maintiendra une procédure prévoyant :

- a) que, sous réserve de l'alinéa *b*), la Commission, à la demande d'une Partie plaignante, pourra en son propre nom déposer devant un tribunal compétent une copie certifiée de la détermination d'un groupe spécial;
- b) que la Commission ne pourra déposer devant un tribunal une détermination d'un groupe spécial décrite à l'alinéa 1*a*) que si le Canada a omis de se conformer à la détermination dans les 180 jours de la date à laquelle elle a été faite;
- c) que la détermination d'un groupe spécial, une fois déposée, deviendra une ordonnance du tribunal aux fins de la mise en application;
- d) que la Commission pourra prendre des procédures pour faire appliquer la détermination d'un groupe spécial par le tribunal devant lequel elle est devenue une ordonnance prise à l'encontre de la personne visée par la détermination du groupe spécial faite conformément au paragraphe 6 de l'annexe 41;

- e) que les procédures pour faire appliquer la détermination d'un groupe spécial qui est devenue une ordonnance du tribunal seront menées au moyen de la procédure sommaire;
 - f) que, dans les procédures visant à faire appliquer une détermination d'un groupe spécial qui est décrite à l'alinéa 1*b*) et qui est devenue une ordonnance du tribunal, le tribunal renverra dans les moindres délais toute question de fait ou toute question d'interprétation de la détermination au groupe spécial qui a fait la détermination, et que la décision du groupe spécial liera le tribunal;
 - g) que la détermination d'un groupe spécial qui est devenue une ordonnance du tribunal ne sera pas assujettie au processus interne d'examen ou d'appel; et
 - h) qu'une ordonnance prise par le tribunal dans le cadre de procédures visant à faire appliquer une détermination d'un groupe spécial qui est devenue une ordonnance du tribunal ne sera pas assujettie au processus d'examen ou d'appel.
3. Lorsque le Canada est la Partie visée par la plainte, les procédures adoptées et maintenues par lui en vertu de la présente annexe s'appliqueront, et les procédures mentionnées à l'article 36 ne s'appliqueront pas.
4. Tout changement que le Canada apporte aux procédures adoptées et maintenues par lui en vertu de la présente annexe et qui a pour effet d'affaiblir les dispositions de la présente annexe sera considéré comme une infraction au présent accord.

Annexe 36B

Suspension d'avantages

1. La Partie plaignante qui suspend des avantages tarifaires de l'ALENA conformément au présent accord pourra relever les taux de droit sur les marchandises originaires de la Partie visée par la plainte à des niveaux ne dépassant pas le moindre

- a) du taux qui était appliqué à ces marchandises immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'ALENA; et
- b) du taux de la nation la plus favorisée appliqué à ces marchandises à la date à laquelle la Partie suspend lesdits avantages,

et ce relèvement ne pourra être imposé que pendant la période nécessaire pour percevoir le montant de la compensation monétaire établie.

2. Lorsqu'elle examinera les avantages tarifaires ou autres à suspendre conformément au paragraphe 36(1) ou (2) :

- a) la Partie plaignante s'efforcera d'abord de suspendre des avantages dans le même ou les mêmes secteurs au regard desquels la Partie visée par la plainte a omis de façon systématique d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement; et
- b) une Partie plaignante qui juge non pratique ou non efficace de suspendre des avantages dans le même ou les mêmes secteurs pourra suspendre des avantages dans d'autres secteurs.

Annexe 41

Étendue des obligations

1. À la date de signature du présent accord, ou de l'échange de notifications écrites prévu à l'article 47, le Canada listera dans une déclaration toutes provinces pour lesquelles il devra être lié sur les questions relevant de leur compétence. La déclaration prendra effet dès sa signification aux autres Parties et n'aura aucune incidence sur la répartition interne des pouvoirs au Canada. Le Canada notifiera aux autres Parties, six mois à l'avance, toute modification à sa déclaration.

2. Lorsqu'il examinera s'il y a lieu de demander au Secrétariat de constituer un dossier factuel conformément à l'article 15, le Conseil tiendra compte du fait que la communication concernée peut provenir d'une organisation non gouvernementale ou d'une entreprise constituée ou organisée d'une autre manière en vertu de la législation d'une province mentionnée dans la déclaration faite en vertu du paragraphe 1.

3. Le Canada ne pourra demander des consultations en vertu de l'article 22 ou une réunion du Conseil en vertu de l'article 23, ou demander l'institution d'un groupe spécial, ou se joindre comme Partie plaignante à la procédure engagée contre une autre Partie en vertu de l'article 24 sur l'initiative, ou essentiellement à l'avantage, du gouvernement de toute province non mentionnée dans la déclaration faite en vertu du paragraphe 1.

4. Le Canada ne pourra demander une réunion du Conseil en vertu de l'article 23, ou demander l'institution d'un groupe spécial, ou se joindre, en vertu de l'article 24, comme Partie plaignante à une procédure visant à déterminer si une autre Partie a omis de façon systématique d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement, à moins qu'il ne déclare par écrit que la question relèverait de la compétence fédérale si elle devait surgir sur son territoire, ou

- a) qu'il ne déclare par écrit que l'affaire relèverait de la compétence provinciale si elle devait surgir sur son territoire, et
- b) que les provinces mentionnées dans la déclaration représentent au moins 55 p. 100 du produit intérieur brut (PIB) du Canada pour la dernière année pour laquelle des données sont disponibles; et

- c) que, lorsque la question touche une branche de production ou un secteur particuliers, les provinces mentionnées dans la déclaration représentent au moins 55 p. 100 de la production canadienne totale dans cette branche de production ou ce secteur pour la dernière année pour laquelle des données sont disponibles.
5. Aucune autre Partie ne pourra demander une réunion du Conseil en vertu de l'article 23, ou demander l'institution d'un groupe spécial, ou se joindre, en vertu de l'article 24, comme Partie plaignante à une procédure visant à déterminer si une province a omis de façon systématique d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement, à moins que cette province ne soit mentionnée dans la déclaration faite en vertu du paragraphe 1 et que les exigences des alinéas 4b) et c) aient été satisfaites.
6. Le Canada devra, au plus tard à la date à laquelle un groupe spécial arbitral aura été réuni, conformément à l'article 24, pour examiner une question visée par le paragraphe 5 de la présente annexe, notifier par écrit aux Parties plaignantes et au Secrétariat si une compensation monétaire pour non-application ou un plan d'action qu'un groupe spécial a imposé au Canada en vertu du paragraphe 34(4) ou 34(5) concerne Sa Majesté du Chef du Canada ou Sa Majesté du Chef de la province en cause.
7. Le Canada s'efforcera de rendre le présent accord applicable au plus grand nombre de provinces possible.
8. Deux ans après la date d'entrée en vigueur du présent accord, le Conseil examinera le fonctionnement de la présente annexe, et examinera plus particulièrement si les Parties devraient modifier les seuils établis au paragraphe 4.

Annexe 45

Définitions propres à chaque pays

Aux fins du présent accord :

«**territoire**» s'entend :

- a) dans le cas du Canada, du territoire auquel s'applique la législation douanière du Canada, y compris les régions s'étendant au-delà des eaux territoriales du Canada et qui, conformément au droit international et à la législation intérieure du Canada, sont des régions à l'égard desquelles le Canada est habilité à exercer des droits pour ce qui concerne les fonds marins et leur sous-sol ainsi que leurs ressources naturelles;
- b) dans le cas du Mexique,
 - (i) des États de la Fédération et du District fédéral,
 - (ii) des îles, y compris les récifs et les cayes, dans les eaux adjacentes,
 - (iii) des îles Guadalupe et Revillagigedo dans l'océan Pacifique,
 - (iv) du plateau continental et du plateau sous-marin de ces îles, cayes et récifs,
 - (v) des eaux territoriales, conformément au droit international, et des eaux maritimes intérieures,
 - (vi) de l'espace au-dessus du territoire national, conformément au droit international, et
 - (vii) des régions s'étendant au-delà des eaux territoriales du Mexique et qui, conformément au droit international, y compris la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, et à la législation intérieure du Mexique, sont des régions à l'égard desquelles le Mexique est habilité à exercer des droits pour ce qui concerne les fonds marins et leur sous-sol ainsi que leurs ressources naturelles; et

- c) dans le cas des États-Unis,
 - (i) du territoire douanier des États-Unis, lequel comprend les cinquante États, le District de Columbia et Porto Rico,
 - (ii) des zones franches situées sur le territoire des États-Unis et à Porto Rico, et
 - (iii) des régions s'étendant au-delà des eaux territoriales des États-Unis et qui, conformément au droit international et à la législation intérieure des États-Unis, sont des régions à l'égard desquelles les États-Unis sont habilités à exercer des droits pour ce qui concerne les fonds marins et leur sous-sol ainsi que leurs ressources naturelles.



Commission de coopération environnementale

393, rue St-Jacques Ouest, bureau 200
Montréal (Québec) Canada H2Y 1N9
t 514.350.4300 f 514.350.4314
info@cec.org / www.cec.org

